

**LE MINISTRE D'ÉTAT,
MINISTRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES, L'A
SOULIGNÉ À ALGER :**
**« L'Afrique a le droit
de réclamer la
reconnaissance des
crimes coloniaux »**

P 16

FABRICATION LOCALE D'ÉQUIPEMENTS SPÉCIALISÉS

Sonatrach et Petrojet renforcent leur partenariat

Une délégation de haut niveau de Sonatrach, conduite par son président-directeur général, Nouredine Daoudi, a effectué ce dimanche une visite au complexe industriel de Petrojet à Katameya, en Égypte. Cette mission technique, organisée en marge de la réunion du Conseil d'affaires algéro-égyptien, a permis d'examiner de près les capacités industrielles avancées du groupe égyptien, dont les lignes de production couvrent une large gamme d'équipements destinés aux opérations pétrolières et gazières. P 3



ELLE TOUCHERA 4.425.502
ENFANTS ÂGÉS DE 2 MOIS
À 5 ANS

**Début de la
campagne nationale
de vaccination
contre la
poliomyélite**

Le ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Aït Messaoudene, a donné, hier, le coup d'envoi officiel de la campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite, à partir de l'Établissement public de santé de proximité (EPSP) des Annassers à Kouba.

P 2

PÉTROLE

**L'OPEP+ maintient
stable la production
pétrolière pour
2026**

Les pays de l'OPEP+ ont convenu de maintenir les quotas de production pétrolière du groupe pour 2026 lors d'une réunion dimanche, et ont également adopté un mécanisme pour évaluer la capacité maximale de production pétrolière des membres, a indiqué l'OPEP dans un communiqué.

P 3

**APRES AVOIR CONCLU
UNE SÉRIE D'ACCORDS
L'Algérie futur hub
pharmaceutique
africain**

La Conférence ministérielle africaine sur la production locale de médicaments, organisée à Alger du 27 au 29 novembre, s'est achevée samedi sur une avancée majeure pour l'intégration sanitaire du continent. La rencontre, qui a réuni ministres, experts et industriels issus de plusieurs pays africains, a donné lieu à la signature d'accords d'exportation de médicaments et de dispositifs médicaux algériens vers plusieurs pays africains, pour une valeur globale de 10 millions de dollars. Une étape qui confirme l'ambition de l'Algérie de devenir un acteur pharmaceutique incontournable en Afrique.

P 5

SINAA EXPO 2025,
DU 2 AU 4 DÉCEMBRE 2025
**Plus de 300 exposants
attendus à Alger** P 2

LIGNE FERROVIAIRE
BÉCHAR-TINDOUF-GARA DJEBILET
**Le ministre exige
l'achèvement du projet
fin 2025** P 5

MINISTÈRE DE LA POSTE
ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
**Signature d'un accord
avec la Haute autorité
de transparence** P 5

SINAA EXPO 2025, DU 2 AU 4
DÉCEMBRE 20252025

Plus de 300 exposants
attendus à Alger

La 4e édition du Salon international pour l'industrie en Algérie «Sinaa Expo 2025» se tiendra du 2 au 4 décembre au Palais des expositions (Pins maritimes-Alger), avec la participation de plus de 300 exposants nationaux et étrangers, ont indiqué dimanche les organisateurs. Ce rendez-vous, qui représente «un espace stratégique pour accompagner la montée en puissance de l'industrie nationale», permettra d'exposer les dernières solutions en matière d'ingénierie, de maintenance, d'équipements mécaniques, électriques et électroniques, ainsi que de sous-traitance, a souligné Feriel Bachiri, responsable à l'agence Easyfairs, organisatrice de l'événement, lors d'une conférence de presse à Alger. «Sinaa Expo 2025 intervient dans un contexte marqué par l'ambition nationale de renforcer l'industrie comme levier de diversification économique, et vise à offrir aux entreprises algériennes des opportunités concrètes d'accès à l'innovation et à de nouveaux partenariats», a-t-elle déclaré. En parallèle de Sinaa Expo, se tiendra à la même période et au même endroit la 7e édition du salon Secura Algeria, rassemblant 103 exposants spécialisés dans les technologies de sûreté, de sécurité industrielle, de prévention incendie, d'urgence, de cybersécurité et de santé au travail. Ce salon vise à réunir fabricants, opérateurs, prestataires et institutions autour des défis de la sécurité et de la protection des infrastructures industrielles, dans un contexte où la digitalisation multiplie les enjeux, explique Mme Bachiri. Enfin, du 9 au 11 décembre, aura lieu la première édition du salon Empack Algérie, consacré aux solutions d'emballage, de conditionnement, d'impression et de design industriel, avec la participation de 98 exposants. Cette manifestation «intervient alors que de nombreuses entreprises nationales s'orientent vers l'exportation et doivent désormais répondre aux normes internationales de traçabilité, de conservation et de présentation des produits», explique-t-elle. Des conférences, ateliers et rencontres B2B sont programmés en marge de ces trois salons, animés par des experts, représentants institutionnels et universitaires.

ELLE TOUCHERA 4.425.502 ENFANTS ÂGÉS DE 2 MOIS À 5 ANS

Début de la campagne nationale de
vaccination contre la poliomyélite

Le ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Aït Messaoudene, a donné, hier, le coup d'envoi officiel de la campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite, à partir de l'Établissement public de santé de proximité (EPSP) des Annassers à Kouba.

Par S R.

Placée sous le slogan « Ensemble, unis contre la poliomyélite », cette campagne touchera 4.425.502 enfants âgés de 2 mois à 5 ans (la tranche d'âge la plus exposée) et ce, au niveau de 274 EPSP, a indiqué le ministre dans une déclaration à la presse. De son côté, la Déléguée nationale à la protection de l'enfance, Mme Meriem Cherfi, a souligné l'importance de cette campagne pour protéger cette catégorie contre la poliomyélite, affirmant qu'un «large engouement» des parents est attendu au cours de cette opération. Le représentant du bureau de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Algérie, M. Phanuel Habimana, a expliqué que la campagne visait «l'éradica-

tion de la poliomyélite» et qu'elle se déroulera en trois cycles, durant les mois de novembre, décembre et janvier. La représentante de l'UNICEF en Algérie, Mme Katarina Johansson, a insisté sur «l'importance et la symbolique» de cette opération visant à vacciner près de 4,5 millions d'enfants, afin de préserver leur santé et leur bien-être, appelant à «sensibiliser les parents à la nécessité de vacciner les enfants contre la poliomyélite et à contribuer ainsi à cet effort national majeur». La campagne de vaccination se déroulera en trois cycles: du 30 novembre au 6 décembre 2025, du 21 au 27 décembre 2025 et enfin du 25 au 31 janvier 2026, avec le vaccin injectable «VPI». Le ministère de la Santé a affirmé que tous les enfants relevant de la tranche d'âge ciblée sont concernés par l'ensemble des cycles, sans excep-

tion, y compris ceux ayant déjà reçu les vaccins du calendrier vaccinal de routine. Cette campagne intervient suite à l'enregistrement de quelques cas du poliovirus variant de type 2(VDPV2) dans certaines wilayas, a indiqué le ministère, ajoutant que «cela ne remet nullement en cause le certificat attestant que l'Algérie est exempte du poliovirus sauvage depuis 2016». La poliomyélite est une maladie virale hautement contagieuse attaquant le système nerveux et pouvant entraîner une paralysie permanente, notamment chez les enfants de moins de cinq ans. Le virus se transmet principalement par voie oro-fécale, c'est à dire à travers les mains, l'eau ou les aliments contaminés. Il n'existe pas de traitement curatif, mais la vaccination constitue un moyen sûr de prévention.

CAMPAGNE LABOURS-SEMAILLES 2025-2026

Plus de 1.500 ha réservés à la céréaliculture à Touggourt

Par R E.

Une superficie globale de 1.5-10 hectares (ha) a été réservée à la céréaliculture, dans le cadre de la campagne labours-semailles de la saison 2025/2026, lancée dimanche depuis le périmètre Debidibi, dans la commune d'El-Hedjira (Touggourt). Cette superficie, en hausse de

150 ha par rapport à la saison précédente, a donné lieu à l'emblavement de 1.200 ha en blé dur, 260 ha en blé tendre et 50 ha en orge, a indiqué le directeur des services agricoles (DSA) de la wilaya de Touggourt, Mohamed Lamine Houhou. Dans le but d'assurer le bon déroulement de la campagne, il a été mis à la disposition des agriculteurs 1.213 quintaux

(QX) de semences et 760 QX d'engrais, en plus de la mobilisation des moyens humains et matériels, selon les services agricoles qui tablent sur une hausse de production de cette culture stratégique. Donnant le coup d'envoi de la campagne, le wali de Touggourt, Othmane Abdelaziz, a mis en avant l'importance des investissements agricoles dans la consolidation des ef-

forts de l'Etat pour la concrétisation de l'autosuffisance en divers produits de cultures stratégiques. Le chef de l'exécutif a mis l'accent aussi sur la nécessité de redoubler d'efforts en vue d'accroître les superficies céréalières et d'encourager les agriculteurs et les opérateurs agricoles à s'impliquer dans ces segments cultureaux.

TLEMCCEN

Clôture de la manifestation "Semaine mondiale de l'entrepreneuriat"

Par R E.

La faculté de médecine de l'Université de Tlemcen a abrité, dimanche, la cérémonie de clôture de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, en présence des autorités de la wilaya et de la communauté universitaire. La cérémonie, organisée par l'Université de Tlemcen en coordination avec le Conseil du renouveau économique algérien et l'association Djazboura, a été marquée par la remise de certificats aux étudiants porteurs de projets, ainsi que par la signature d'une convention de coopération entre le Centre de l'étudiant de l'université et la direction locale de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), afin d'améliorer

l'accompagnement des étudiants et de faciliter leur accès au financement et au soutien des start-up. Le wali de Tlemcen, Youcef Bechlaoui, a souligné l'importance de la création d'un guichet unique dédié à l'accompagnement des étudiants dans la transformation de leurs idées en projets économiques prometteurs, contribuant ainsi à renforcer le rôle de l'université en tant qu'acteur essentiel du développement global et durable. Il a ajouté que ce guichet constituait un mécanisme opérationnel visant à simplifier les procédures, faciliter l'accompagnement et améliorer la communication entre les étudiants et les organismes administratifs et financiers, précisant que le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Re-

cherche scientifique a validé cette initiative et entend l'intégrer dans le système national de soutien à l'entrepreneuriat universitaire. De son côté, le recteur de l'Université de Tlemcen, Mourad Meghachou, a indiqué que la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat a donné un "élan fort" aux efforts visant à renforcer l'intégration de l'université dans son environnement socio-économique. Il a rappelé que l'université s'inscrit pleinement dans la dynamique nationale lancée par le ministère, en application de l'arrêté ministériel 12-75, qui encourage la culture entrepreneuriale et incite les étudiants à créer des start-up, déposer des brevets et développer des projets innovants.

Il a ajouté : "Nous oeuvrons constamment à faire de l'innovation et de l'entrepreneuriat un élément fondamental de la formation universitaire, en renforçant les compétences des étudiants et en soutenant leur insertion dans le monde économique", annonçant l'ouverture d'un bureau de l'Agence de gestion du microcrédit au niveau du Centre de l'étudiant de l'université équipé de tous les moyens nécessaires pour accueillir les étudiants et les accompagner dans la concrétisation de leurs projets. En marge de l'événement, une exposition a été organisée pour présenter les projets des étudiants dans les domaines de l'intelligence artificielle, des produits médicaux, pharmaceutiques et autres secteurs innovants.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

FABRICATION LOCALE D'ÉQUIPEMENTS SPÉCIALISÉS

Sonatrach et Petrojet renforcent leur partenariat

Une délégation de haut niveau de Sonatrach, conduite par son président-directeur général, Noureddine Daoudi, a effectué ce dimanche une visite au complexe industriel de Petrojet à Katameya, en Égypte. Cette mission technique, organisée en marge de la réunion du Conseil d'affaires algéro-égyptien, a permis d'examiner de près les capacités industrielles avancées du groupe égyptien, dont les lignes de production couvrent une large gamme d'équipements destinés aux opérations pétrolières et gazières.

Par M. A.

Cette démarche marque une nouvelle étape dans la coopération énergétique entre les deux pays. Les responsables de Sonatrach ont particulièrement salué le niveau de développement technologique atteint par Petrojet, estimant qu'il constitue une base solide pour engager une phase plus ambitieuse de partenariat, axée sur la fabrication locale d'équipements spécialisés en Algérie. Selon la plateforme spécialisée « Attaqa.net », les discussions ont ainsi porté sur la création d'un complexe industriel intégré destiné à produire des équipements stratégiques répondant aux besoins croissants de Sonatrach, dans un contexte d'expansion des champs et de renforcement des capacités opérationnelles. L'ob-

jectif est de réduire les coûts d'exploitation grâce à une meilleure intégration du contenu local, tout en renforçant la souveraineté technologique de l'Algérie. Les deux parties envisagent la mise en place d'un véritable pôle industriel capable de couvrir les besoins du marché national et, à terme, de s'ouvrir à l'exportation. Ce projet s'inscrit dans la continuité des mémorandums d'entente signés entre les ministères algérien et égyptien, tout en amorçant une phase plus stratégique de coopération. Pour Sonatrach, l'enjeu ne se limite plus à l'acquisition de technologies, mais consiste à établir sur le long terme une capacité de production durable et compétitive sur le territoire national. Cette dynamique intervient alors que Sonatrach renforce parallèlement sa présence régionale. La compagnie a récemment re-

pris ses activités exploratoires en Libye après une interruption de dix ans. Dans le bassin de Ghadamès, elle a relancé le forage du puits A1-96/2, arrêté à 8 090 pieds de profondeur, avec un objectif final porté à 8 440 pieds. Ce retour en Libye traduit la volonté de l'entreprise de consolider sa présence dans l'espace énergétique nord-africain tout en poursuivant le développement de ses projets domestiques. Dans ce contexte, le partenariat renforcé avec Petrojet apparaît comme un élément central de la stratégie de modernisation de Sonatrach. Les échanges tenus à Katameya laissent entrevoir une coopération technique approfondie, fondée sur le transfert de savoir-faire, le déploiement progressif d'unités industrielles et l'optimisation de l'ensemble de la chaîne de valeur.

SONELGAZ

36 exploitations agricoles raccordées à l'électricité à Illizi

Trente-six (36) exploitations agricoles ont été raccordées, depuis le début de l'année en cours au réseau d'électrification dans la wilaya d'Illizi, a-t-on appris dimanche de la direction locale de la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Ayant ciblé les périmètres localisés au niveau des zones agri-

coles relevant des communes d'Illizi, Bordj Omar Driss et In-Amenas, ces opérations d'électrification ont donné lieu à la réalisation, à la faveur d'un financement de 55,7 millions DA, de huit transformateurs électriques en vue d'assurer une alimentation électrique régulière. Sonelgaz a lancé également, dans le cadre de son programme

de développement de 2025, une autre opération d'électrification du périmètre "Agroline" localisé dans la zone de Hassi-Lahdou, commune de Bordj Omar Driss. Ce projet prévoit la réalisation, pour un montant de 573 millions DA, d'un réseau de plus de 90 km, scindé en quatre tranches, en sus de l'installation des équipements liés à la 4^e tranche,

avec un délai de réalisation de cinq mois. Le programme en question vise le renforcement et l'amélioration de la production agricole dans le but de booster l'action de développement local et d'encourager l'investissement agricole durable dans cette wilaya.

POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE DU SECTEUR

Les agriculteurs appellent à la relance des microcrédits

Par M. A.

Confrontés à des charges de production de plus en plus lourdes dans un contexte climatique devenu imprévisible, les agriculteurs appellent à la relance des microcrédits à travers un mécanisme plus souple et une assurance agricole renforcée. Après plusieurs années d'interruption, cette mesure fait désormais l'objet d'un examen au niveau du gouvernement, ouvrant ainsi la perspective d'un soutien financier susceptible de redonner de l'air au secteur. Selon Benali Abdelghani, secrétaire général du Conseil national interprofessionnel de la filière des céréales (CNIFC), la réactivation de ces crédits ciblés répond à une revendication ancienne des agriculteurs. « Les mécanismes existaient autrefois via la mutualité agricole, qui gérait ces prêts de manière efficace. Après leur suspension, les exploitants se sont retrouvés sans soutien véritable. Nous avons demandé à ce que

ces microcrédits reviennent, car le besoin est réel et urgent », a-t-il expliqué au micro d'Echourouk News. Il précise que le ministre de l'Agriculture s'est engagé à examiner avec le gouvernement les modalités de réintroduction de ces financements, indispensables pour l'acquisition des intrants, des équipements légers et pour l'entretien régulier des exploitations. « La relance de ces prêts créerait davantage de souplesse pour les agriculteurs, surtout pour ceux dont les dépenses ne dépassent pas un ou deux millions de dinars. Ce sont eux qui ressentent le plus fortement les pressions financières », a-t-il ajouté. Au-delà du volet financier, Benali Abdelghani souligne l'importance d'une refonte de l'assurance agricole, devenue indispensable face à la multiplication des aléas climatiques. Il estime que les dispositifs actuels ne répondent plus aux besoins du terrain. « Nous avons demandé une révision profonde de l'assurance agricole. Aujourd'hui, avec les changements clima-

tiques, elle doit être plus complète, plus adaptée. Nous proposons que l'État intervienne pour soutenir ce dispositif à hauteur de 60 à 80 %, afin de permettre aux agriculteurs d'y accéder sans contrainte », a-t-il affirmé. Une protection élargie permettrait, selon lui, de sécuriser les exploitants contre les pertes imprévues et de consolider les efforts de production nationale, en particulier dans la filière céréalière, pilier de la sécurité alimentaire. Pour le CNIFC, l'enjeu va au-delà du simple accès au crédit. Il s'agit de mettre en place un environnement dans lequel les agriculteurs peuvent travailler dans de meilleures conditions, à l'abri des lourdeurs administratives et des risques financiers incontrôlables. Benali Abdelghani rappelle à ce sujet que « la simplification des démarches, l'accompagnement matériel et l'accès au crédit constituent le socle d'une production durable capable de garantir la sécurité alimentaire du pays ».

PÉTROLE

L'OPEP+ maintient stable la production pétrolière pour 2026

Les pays de l'OPEP+ ont convenu de maintenir les quotas de production pétrolière du groupe pour 2026 lors d'une réunion dimanche, et ont également adopté un mécanisme pour évaluer la capacité maximale de production pétrolière des membres, a indiqué l'OPEP dans un communiqué. Huit pays de l'OPEP+, réunis séparément dimanche, ont également trouvé un accord de principe pour maintenir la suspension des hausses de production au cours du premier trimestre 2026, ont déclaré plus tôt une source de l'OPEP+ et une personne familière des discussions de l'OPEP+. La réunion de l'OPEP+, qui produit la moitié du pétrole mondial, intervient alors qu'une nouvelle initiative américaine vise à négocier un accord de paix entre la Russie et l'Ukraine, ce qui pourrait augmenter l'offre de pétrole si les sanctions contre la Russie étaient assouplies. Selon deux sources, les ministres ont entamé une série de réunions en ligne. Si l'accord de paix échoue, la Russie pourrait voir son approvisionnement encore davantage réduit par les sanctions. L'OPEP+ regroupe l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et ses alliés, dirigés par la Russie. Le Brent a clôturé vendredi autour de 63 dollars le baril, en baisse de 15 % depuis le début de l'année. L'OPEP+ a suspendu les hausses de production pour le premier trimestre 2026, après avoir injecté quelque 2,9 millions de barils par jour sur le marché depuis avril 2025. Le groupe maintient toujours environ 3,24 millions de barils par jour de réductions de production, soit environ 3 % de la demande mondiale, et la réunion de dimanche n'a pas modifié ces mesures. L'OPEP a indiqué que le groupe avait approuvé un mécanisme pour évaluer la capacité maximale de production des membres, qui servira à fixer les quotas de production à partir de 2027. L'OPEP+ discute de cette question depuis des années, mais elle s'avère complexe, certains membres, comme les Émirats arabes unis, ayant augmenté leur capacité et réclamant des quotas plus élevés. D'autres membres, notamment certains pays africains, ont vu leur capacité de production diminuer mais s'opposent aux réductions de quotas. L'Angola a quitté le groupe en 2024 en raison d'un désaccord sur ses quotas de production.

Agence

AP- UPM

L’Algérie entend élargir ses partenariats

Le Conseil de la nation a affirmé, samedi au Caire, par la voix du chef de la délégation parlementaire algérienne participant aux travaux du Sommet des présidents et du Forum de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM), Mohamed Tahar Bilal, que l'Algérie entend élargir ses partenariats vers des horizons plus larges en phase avec sa relance économique globale, indique un communiqué du Conseil.

Dans son allocution, lors des travaux du Sommet des présidents et du Forum de l'AP-UpM, tenu au Caire (Egypte), sous le thème "Renforcer la coopération économique entre les deux rives de la Méditerranée, à l'occasion du 30e anniversaire du Processus de Barcelone", M. Mohamed Tahar Bilal a indiqué que "l'Algérie, à travers l'ouverture économique annoncée sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et accompagnée par le Parlement avec l'adoption de la nouvelle loi sur l'investissement, œuvre à élargir ses partenariats vers des horizons plus larges en phase avec sa relance économique globale".

La réussite de la coopération économique "repose sur l'équité dans l'échange des avantages, le respect mutuel et la réciprocité", a-t-il ajouté, soulignant que "la compréhension profonde par l'Algérie du concept d'intégration et de partenariat d'égal à égal, dont les avantages reviennent à toutes les parties, s'est manifestée à travers l'organisation de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF) en septembre dernier, sous le haut patronage du président de la République".

Le chef de la délégation parlementaire algérienne a, en outre, affirmé que "le Parlement algérien soutient toutes les initiatives qui protègent les droits de l'homme et des peuples et qui respectent les droits des Etats à la pleine souveraineté sur leurs décisions", notant que "les mécanismes de coopération régionale ne sauraient être pleinement efficaces s'ils ne placent pas en priorité la lutte contre le colonialisme qui continue de dénaturer l'est de la Méditerranée et l'Afrique du Nord, et si leurs clauses ne s'abstiennent pas de perpétuer l'injustice et la domination à travers la spoliation des richesses des peuples sous occupation dans le cadre de transactions commerciales illégitimes"

MINISTÈRE DE LA POSTE ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Signature d’un accord avec la Haute autorité de transparence

Un accord-cadre a été signé, hier à Alger, entre le ministère de la Poste, des Télécommunications et des Technologies de l'Information et de la Communication, et l’Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Cet accord vise à renforcer, précise le ministère, la coopération dans le domaine de la préparation de formations au profit des cadres du secteur, et à soutenir l’élaboration d'une carte des risques de corruption au sein des institutions relevant du minis-

tère. Cela reflète un engagement clair à contribuer à la mise en œuvre de la stratégie nationale pour la transparence, la prévention et la lutte contre la corruption. Lors de son allocution à cette occasion, le ministre des Postes, des Télécommunications et des Technologies de l'Information et de la Communication, M. Sid Ali Zerouki, a souligné que l'organisation de cette journée d'étude s'inscrit dans le cadre de l'engagement du président de la République pour la moralisation de la vie publique, la promotion de l'intégrité et la lutte contre toutes les formes de corruption et de favoritisme. M. Zerouki a indiqué que le secteur « travaille à adopter les meilleures pratiques nationales et internationales en matière de gestion efficace »,

évoquant plusieurs mesures que le secteur a déjà commencées à mettre en place, dont la création d'un comité ministériel dédié à la prévention et à la lutte contre la corruption, l'adoption d'un système spécifique pour prévenir les conflits d'intérêts, et le lancement d'une plateforme électronique pour traiter les pétitions, garantissant ainsi la facilité de dépôt et la rapidité de traitement. En outre, le ministre a mentionné « l'organisation du premier concours de recrutement numérique au sein de l'Entreprise Algérie Poste, en faveur du principe d'égalité des chances, ainsi que la préparation d'un code de conduite pour les employés du secteur, afin d'ancrer les valeurs d'intégrité et de responsabilité ».

AAPI /CONSTANTINE

Les porteurs de projets invités à déposer leurs demandes pour bénéficier d’assiettes foncières

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a annoncé, samedi dans un communiqué, que des assiettes foncières aménagées sont disponibles pour accueillir des projets d'investissement au niveau de la wilaya de Constantine, invitant les porteurs de projets à déposer leurs demandes via la plateforme numérique de l'investisseur. L'AAPI a précisé que ces assiettes foncières, prêtes à accueillir des projets d'investissement, se situent au niveau de la zone industrielle de "Douamès" (commune d'Ain Abid), de la zone d'activités de "Rhumel" (commune de Constantine), ainsi que de l'extension de la zone d'activités de "Ali Mendjeli" (commune d'El Khroub). Dans ce sillage, l'AAPI a invité les investisseurs et porteurs de projets souhai-

tant concrétiser leurs projets à Constantine pour exprimer leurs intentions en remplissant le formulaire disponible sur le lien électronique dédié à cet effet, en précisant les informations sur la nature du projet, le produit final et la superficie minimale nécessaire pour la réalisation du projet. L'AAPI a souligné que cette annonce vise à recenser les intentions d'investissement afin de les prendre en considération lors de la mise en ligne des assiettes foncières via la plateforme numérique de l'investisseur, précisant que le dépôt des demandes pour bénéficier de ces assiettes se fera exclusivement via cette plateforme, après la publication des offres correspondantes.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 30 نوفمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 30 Novembre 2025

Produits		Prix du détail ¹ DA / Kg			أسعار التجزئة ¹ دج / كغ	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	63	72	54	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	141	160	121	الطماطم	
	Oignon sec	54	60	47	البصل الجاف	
	Ail sec	717	795	640	الثوم الجاف	
	Carotte	82	93	71	الجزر	
	Navet	97	108	86	اللفت	
	Choux fleur	107	119	94	قرنبيط	
	Choux	98	112	84	الكرنب	
	Courgette	149	166	133	الكوسة	
	Haricot vert	160	179	141	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	121	134	107	الخس	فواكه طازجة
	Clémentine	215	256	174	كليمنتين	
	Orange	192	224	160	البرتقال	
	Citron	165	188	142	الليمون	
	Pomme locale	357	448	266	التفاح المحلي	
	Datte	486	624	348	التمر	
Produits d’origine animale	Banane	455	468	440	الموز	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Grenade	178	209	146	الرمان	
	Viande bovine locale	1887	2041	1733	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	354	366	341	الدجاج	
	Œufs (Unité)	21	23	20	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	300,00	NC	0,00	-30,00	-29,67	5,29	11,67	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,17	-0,94	9,00	5,56	437	611 800,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	2501,00	0,00	0,25	3,13	6,65	6,40	140	350 140,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2299,00	-0,04	-0,03	1,74	10,96	5,44	14480	33 289 520,00
EGH Ei Aurassi	AUR	361,00	NC	0,00	-1,48	-8,94	4,56	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	420,00	+5,00	6,04	4,77	3,97	5,00	336	141 120,00

APRES AVOIR CONCLU UNE SÉRIE D'ACCORDS

L'Algérie futur hub pharmaceutique africain

La Conférence ministérielle africaine sur la production locale de médicaments, organisée à Alger du 27 au 29 novembre, s'est achevée samedi sur une avancée majeure pour l'intégration sanitaire du continent. La rencontre, qui a réuni ministres, experts et industriels issus de plusieurs pays africains, a donné lieu à la signature d'accords d'exportation de médicaments et de dispositifs médicaux algériens vers plusieurs pays africains, pour une valeur globale de 10 millions de dollars. Une étape qui confirme l'ambition de l'Algérie de devenir un acteur pharmaceutique incontournable en Afrique.



Par Réda Hadi

Lors de la cérémonie de clôture, organisée en marge du salon Clinvest Expo au Palais des Expositions, le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a salué l'adoption de la "Déclaration d'Alger", véritable feuille de route pour la production locale de médicaments à l'échelle du continent sur la période 2025-2035. Ce document, approuvé par l'ensemble des délégations participantes, fixe les bases d'une stratégie concertée visant à réduire la dépendance de l'Afrique aux importations pharmaceutiques, encore estimée à près de 80 %. L'Union africaine recommande aux pays du continent de produire au moins 55 % de leurs besoins pharmaceutiques à l'horizon 2035, un objectif ambitieux qui nécessite, selon M. Kouidri, de « renforcer l'industrie, intensifier la formation et multiplier les échanges d'expertise dans le cadre de la coopération Sud-Sud ». Si l'objectif peut paraître lointain pour certains pays, l'Algérie se présente, elle, comme un modèle de réussite et un moteur potentiel de la transition pharmaceutique africaine. Grâce à une politique volontariste lancée depuis plusieurs années, le pays a atteint un taux d'autosuffisance de plus de 80

% en médicaments, couvrant la quasi-totalité des besoins en génériques et une part croissante des traitements spécialisés. Les réformes engagées depuis 2020 — encadrement du marché, soutien aux investissements, développement des biotechnologies, encouragement des partenariats industriels — ont permis l'émergence d'un tissu pharmaceutique national dynamique, structuré autour de dizaines d'unités de production modernes. Dans le secteur des dispositifs médicaux, l'Algérie vise désormais une production locale de 50 % dans les prochaines années. Selon le ministre, cette montée en puissance doit permettre au pays de jouer pleinement son rôle de « locomotive pour impulser la transition pharmaceutique africaine »

Le niveau Maturité 3 de l'OMS attendu en 2026

Autre atout stratégique : l'Algérie s'apprête à obtenir, dès le premier trimestre 2026, le niveau de Maturité 3 (ML3) délivré par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Ce label, attribué aux agences nationales du médicament répondant aux standards internationaux de régulation et de contrôle, ouvrira à l'Algérie la possibilité d'exporter des médicaments dans toute l'Afrique, mais aussi vers plusieurs marchés extérieurs.

Lors des rencontres bilatérales organisées en marge de la conférence, les délégations africaines ont exprimé leurs besoins prioritaires en médicaments essentiels, produits biologiques, vaccins et dispositifs médicaux. Une opportunité que l'Algérie compte saisir pleinement, conformément aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a appelé à « accompagner les pays africains dans le renforcement de leurs capacités de production ». Le chef de l'État a également réaffirmé « l'attachement constant de l'Algérie aux principes de solidarité africaine et d'intégration régionale », soulignant que la souveraineté sanitaire est désormais un impératif stratégique pour le continent.

Des accords concrets avec la Mauritanie, le Mali et le Sénégal

La conférence s'est conclue par la signature de cinq contrats d'exportation portant sur des produits pharmaceutiques algériens destinés à la Mauritanie, au Mali et au Sénégal, ainsi que par la conclusion de plusieurs partenariats industriels. Pour le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudene, ces accords représentent « une étape essentielle pour réduire la dépendance africaine aux importations et renforcer l'autonomie sanitaire du continent ». Le ministre a également salué l'organisation du salon Clinvest Expo, qui a permis de mettre en lumière les innovations de l'industrie pharmaceutique algérienne et les opportunités de coopération avec les pays voisins. Présent lors des travaux, le représentant de l'OMS en Algérie, Phanuel Habimana, a souligné « le rôle important de l'Algérie comme leader africain dans le développement de l'industrie pharmaceutique », notamment grâce à ses avancées dans la recherche, la digitalisation et la régulation du secteur. Selon lui, la "Déclaration d'Alger" restera « un tournant historique pour la production locale de médicaments en Afrique ».

LIGNE FERROVIAIRE
BÉCHAR-TINDOUF-GARA
DJBILET

Le ministre exige l'achèvement du projet fin 2025

Synthèse S R.

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé hier une séance de travail consacrée à l'évaluation de l'avancement du mégaprojet ferroviaire Béchar-Tindouf-Gara Djebilet, au siège du ministère. Selon un communiqué du ministère, cette réunion prépare une visite technique de haut niveau, qui regroupera les présidents-directeurs généraux des groupes publics, les entreprises de réalisation, l'Agence nationale des études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (Anesrif), ainsi que le partenaire chinois associé au chantier. L'objectif de cette visite de haut niveau est d'identifier et d'éliminer tout obstacle susceptible de ralentir le rythme des travaux et assurer une progression conforme aux délais contractuels. Le ministre Djellaoui a rappelé, en application des orientations du président de la République, l'impératif de mettre la ligne en service dès janvier 2026. Il a mis en avant les progrès significatifs déjà enregistrés, notamment dans la pose de la voie ferrée, l'équipement des gares, les installations annexes et les études de sécurisation du tracé contre l'ensablement. Qualifié de projet structurant, ce corridor ferroviaire minier constitue une pièce maîtresse de la stratégie nationale de développement logistique. Il vise à désenclaver le Sud-Ouest, optimiser le transport des ressources minières du gisement de Gara Djebilet et soutenir la dynamique économique locale, notamment par la création d'emplois et l'amélioration des conditions de mobilité. Ce chantier s'inscrit pleinement dans la vision du président de la République visant à moderniser et étendre le réseau ferroviaire, pilier essentiel du développement durable et de l'aménagement du territoire. Il représente également une étape déterminante dans la volonté de l'État de relier l'ensemble des régions du pays par des infrastructures performantes. Le ministre a enfin assuré que les travaux se poursuivent en continu, 24h/24, et que tous les moyens logistiques et matériels sont mobilisés pour garantir la livraison effective de la ligne avant la fin de l'année.

UNIVERSITÉ MOHAMED EL BACHIR EL IBRAHIMI

Lancement d'une plateforme pédagogique interactive spécialisée dans la programmation et l'IA

Par R E.

L'université Mohamed El Bachir El Ibrahim de Bordj Bou Arreridj a lancé une plateforme pédagogique interactive spécialisée dans la programmation et l'intelligence artificielle, a-t-on appris dimanche auprès de cet établissement. Le lancement de cette plateforme constitue "une initiative pionnière" vers la consolidation de l'enseignement numérique, a précisé à l'APS Dr. Brahim Adli, chef du département des sciences com-

merciales à la Faculté des sciences économiques et commerciales de cette Université et membre de la commission nationale de préparation des programmes des modules de la programmation et de l'intelligence artificielle. Cette plateforme vise à outiller les étudiants pour suivre les exigences du marché du travail à l'ère numérique à travers un contenu didactique interactive totalement en langue arabe appuyé d'exemples pratiques de l'économie réelle permettant une meilleure compréhension

et un suivi de l'évolution de l'étudiant, a ajouté le même spécialiste. Elle s'appuie aussi sur l'étude des expériences précédentes à succès à l'échelle internationale renforçant ainsi la compétitivité dans le domaine de l'analyse économique numérique, a-t-il souligné. M. Adli a relevé que la plateforme assure une expérience didactique innovante rendant facile pour les étudiants et les enseignants de maîtriser les compétences de l'ère numérique et de former une génération capable d'affronter les défis du marché de l'emploi qui fait lar-

gement appel à ces nouvelles technologies. De son côté, l'administration de l'université a indiqué que cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts continus de développement des programmes pédagogiques et d'adoption des technologies récentes en adéquation avec les évolutions internationales orientées vers la consolidation de l'enseignement des sciences et des technologies basée sur le développement des compétences d'analyse d'énormes données.

GUELMA

36 familles
relogées dans des
appartements
neufs à Oued
Zenati

Trente-six (36) familles de trois quartiers du centre de la commune d'Oued Zenati, dans la wilaya de Guelma, ont été relogées samedi dans des appartements neufs.

L'opération a concerné des familles qui occupaient des habitations précaires dont certaines menaçaient ruine des cités Mustapha-Benboulaïd, El Hadaïk-1 et El Hadaïk-2 au chef-lieu de cette commune distante de 44 km à l'Ouest de la ville de Guelma.

Les familles bénéficiaires ont été relogées dans des appartements de type public locatif à la cité 230 logements (El-louz) à l'intérieur du tissu urbain d'Oued Zenati et les autorités locales ont entamé la démolition des habitations précaires dès leur évacuation. L'opération de relogement et de démolition des constructions précaires s'est déroulée dans de bonnes conditions d'organisation en présence des autorités de la daïra d'Oued Zenati, de l'Assemblée populaire communale (APC) et des représentants de l'Office de promotion et gestion immobilières (OPGI), des services de la sûreté nationale et de la protection civile

TLEMCCEN

20 puits artésiens
et quatre stations
de pompage
raccordés à
l'électricité

La Société de distribution de l'électricité et du gaz de Tlemcen a annoncé, dans un communiqué samedi, avoir raccordé au réseau électrique depuis le début de l'année, 20 puits artésiens et quatre stations de pompage d'eau. Les puits concernés sont répartis dans les communes de Sabra, Msirda El-Fouaga, El-Aricha, Terny, El-Bouïhi, Ain Fezza, Chetouane, Beni Senous, Seboud et Ain Tellout. Dans le cadre de cette opération, plus de 7 kilomètres de réseau électrique ont été installés, ainsi que 20 transformateurs électriques.

Par ailleurs, quatre stations de pompage situées dans les communes de Sidi M'djahed, Ain Youcef, Honaine et le village d'Ain El-Hadjar ont également été raccordées à l'électricité afin de renforcer l'alimentation en eau potable dans ces zones rurales.

Selon le communiqué, ces interventions s'inscrivent dans le cadre des orientations des hautes autorités visant à soutenir le développement rural, à renforcer la sécurité hydrique et énergétique des communes de la wilaya, et à accompagner les agriculteurs ainsi que les investisseurs du secteur agricole.

SOUK AHRAS

Lancement des travaux de réhabilitation et d'aménagement de 6 structures sportives

Les travaux de réhabilitation et d'aménagement de 6 structures de sport ont été lancés dans la wilaya de Souk Ahras, dans le cadre d'un programme global visant à promouvoir les infrastructures sportives, a-t-on appris, samedi, auprès de la direction de la jeunesse et des sports (DJS).

Le chef du service des investissements et des équipements de cette direction, Sofiane Chabi, a déclaré à l'APS que les travaux en question lancés début novembre, sont inscrits dans le cadre des programmes sectoriels décentralisés de l'exercice 2024-2025, avant de souligner que le taux d'avancement des travaux se situe entre 10 et 15%. Dans ce cadre, des travaux de réhabilitation des complexes sportifs de proximité des communes d'Aïn Sol-tane et de Henancha comprennent la restauration des façades extérieures, le renouvellement des salles d'activités, la mise à niveau des réseaux électriques et de l'éclairage, ainsi que l'aménagement des terrains et des espaces verts associés aux installations, a précisé le même responsable. Une enveloppe financière de 48 millions



de dinars a été allouée à ces opérations, selon la même source qui a ajouté que des travaux sont également en cours, pour un montant de 20 millions de dinars, en vue de la réhabilitation et la rénovation des maisons de jeunes des communes de Mechroha et de Khemissa.

Des travaux qui permettront, a ajouté M. Chabi, la restauration et le renouvellement des salles d'activités, la réhabilitation des réseaux électriques et de climatisation, ainsi que l'équipement des espaces intérieurs. Parallèlement, des travaux de réhabilitation de deux salles ont été engagés dans les cités Ahmed-Loulou et 26-Avril de la commune de Souk Ahras, moyennant un investissement public de 19 millions de dinars, a-t-on conclu de même source.

MÉDÉA

21 projets de développement concrétisés dans la daïra d'Ouzera

Vingt-et-un (21) projets de développement ayant un impact direct sur les conditions de vie des habitants des communes de la daïra d'Ouzera, dans la wilaya de Médéa, ont été concrétisés en 2025, et d'autres sont en cours de réalisation, a-t-on appris, samedi, auprès d'un responsable local. Au total, 21 projets sur les 28 octroyés aux communes d'Ouzera,

El-Hamdania, Benchocao et Tizi-Mahdi pour l'exercice 2025 ont été achevés et mis en service, a fait savoir le chef de la daïra d'Ouzera, Boubaker Lagraa. Ces projets concernent principalement les domaines de l'adduction en eau potable, de l'assainissement, de la réhabilitation des voies d'accès secondaires aux différents centres urbains de ces communes, ainsi que l'ouverture de

routes de désenclavement, a-t-il précisé. Sept autres projets, dont le taux d'avancement des travaux avoisine les 90 %, seront livrés dans les toutes prochaines semaines. Le chef de daïra a également annoncé le lancement récent des travaux de réalisation dans la commune d'Ouzera d'un Collège d'enseignement moyen (CEM), ainsi que d'un projet de réalisation de classes d'extension

dans deux écoles primaires. Par ailleurs, un projet de réalisation d'une polyclinique et d'une infrastructure de sûreté est en cours dans le pôle urbain de Haouch Bayazid, tandis que les travaux d'extension et d'aménagement du siège de la commune d'El-Hamdania, engagés dans le cadre de l'amélioration du service public, sont presque terminés, a souligné le chef de daïra.

TISSEMSILT

Plus de 18 quintaux de viande blanche impropre à la consommation saisie

Les services de la Sûreté de wilaya de Tissemsilt ont récemment saisi plus de 18 quintaux de viande blanche impropres à la consommation, indique samedi un communiqué de la cellule de communication de ce corps de sécurité.

Selon la même source, l'opération a été menée par la brigade de la police de l'environnement et de l'urbanisme, suite à des informations fai-

sant état de deux individus impliqués dans le transport et la commercialisation de viande blanche impropre à la consommation humaine. Grâce à des enquêtes approfondies, l'un des suspects a été interpellé à bord d'un petit camion transportant 7,2 quintaux de viande. Après examen par le vétérinaire de la structure communale d'hygiène, la viande a été déclarée impropre à la consommation.

La poursuite de l'enquête a révélé que les deux individus utilisaient une chambre froide non déclarée pour leurs activités. La perquisition de cet espace a permis la saisie de plus de 11 quintaux supplémentaires de viande impropre à la consommation, précise le communiqué. Toutes les procédures légales ont été engagées à l'encontre des contrevenants, conclut la même source.

AÏN OUSSERA

Renforcement du tissu industriel par une unité de production de pâte à papier

Le tissu industriel de la wilaya d'Aïn Oussera sera renforcé par une unité spécialisée dans la production de pâte à papier, dans le cadre du soutien de l'économie nationale par cette matière première, à-on informé, samedi, des services de la wilaya. Cette unité, qui a fait l'objet d'une visite des autorités locales ce week-end, va contribuer au renforcement de la production nationale de matériaux utilisés dans l'industrie du carton, dans le recyclage, et dans la fabrication de rouleaux

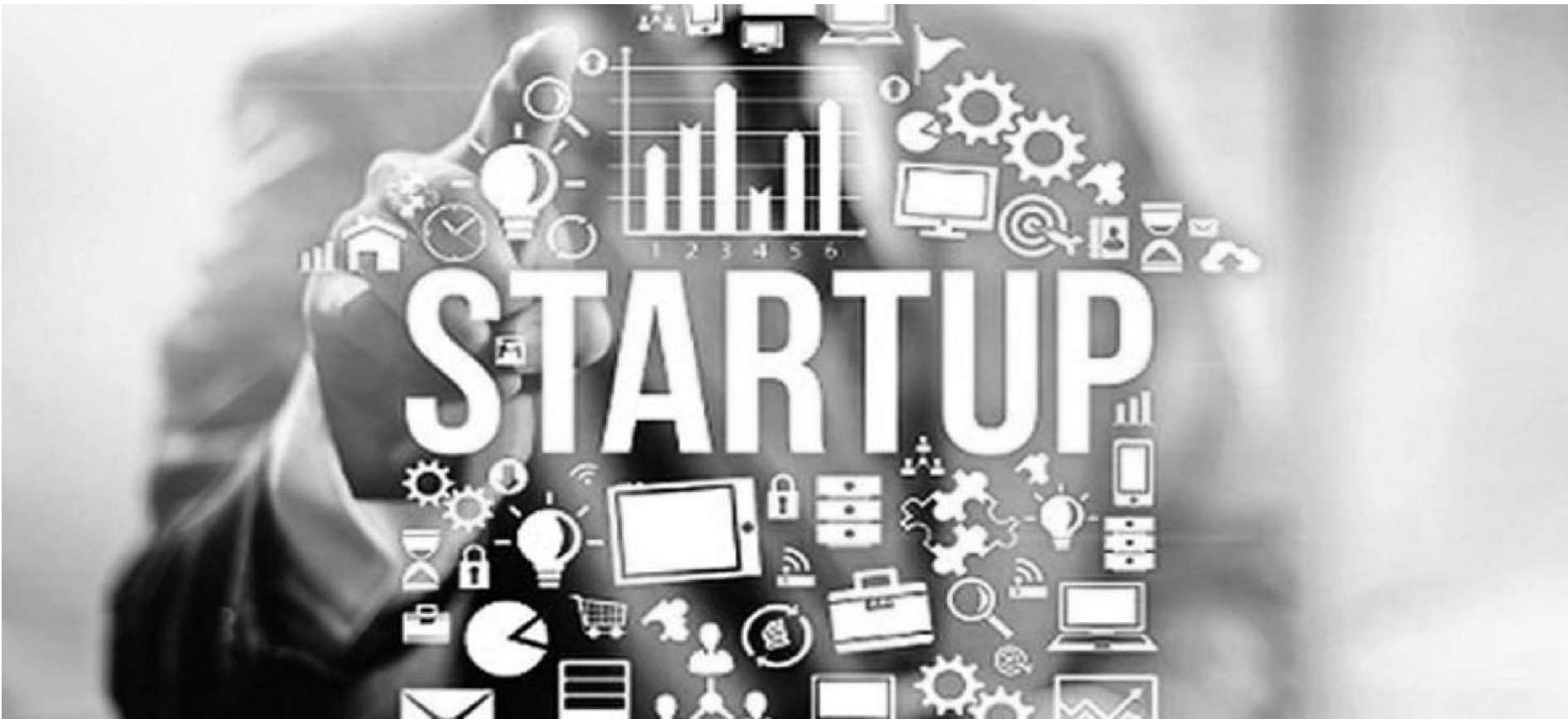
de papier à usage bureautique. L'investissement, d'une valeur globale de 80 millions de dollars, est en cours de réalisation sur une superficie de près de 30 hectares. Dans une première étape, la mise en service d'une ligne de production a généré 15 millions de dollars, permettra la création de 300 emplois directs et 1.000 emplois indirects. Une fois les deux lignes de production de l'usine totalement opérationnelles, elles assureront près de 1.500 emplois directs

et 5.000 autres indirects, avec un système d'exploitation en trois équipes de huit (8) heures chacune. Selon les explications fournies sur place, cette unité, appelée à réduire la facture d'importation et à assurer la disponibilité de matières premières pour les industries du papier et du carton, devrait entrer en production au cours du premier trimestre 2026, avec l'intégration de technologies de pointe en matière de fabrication de papier, de carton et de rouleaux à usage industriel.

POUR PROPULSER LES STARTUPS DU CCG

Un modèle européen

EU-INC a pris de l'ampleur et bénéficie désormais du soutien d'un large éventail de fondateurs de start-ups, de fonds d'investissement et de cabinets d'avocats. EU-INC pourrait transformer le paysage européen des startups, et offrir une source d'inspiration directe pour un cadre régional unifié dans le Golfe. Un standard commun dans le CCG faciliterait les exits, renforcerait l'investissement et permettrait l'émergence de véritables champions régionaux et mondiaux.



Par Khaled Abou Zahr*

Les entrepreneurs et investisseurs européens se plaignent depuis longtemps du paysage réglementaire fragmenté de l'UE. Bien qu'un vrai entrepreneur trouve toujours des moyens de franchir les obstacles, cette manière de faire ajoute des lourdeurs inutiles et rend la croissance des entreprises et des investissements plus complexe et plus coûteuse. Cela a poussé un groupe de fondateurs, d'investisseurs et d'experts juridiques européens à lancer EU-INC, une initiative visant à tout simplifier et à permettre aux startups de se développer. EU-INC est une solution paneuropéenne conçue pour unifier et simplifier la manière dont les startups opèrent sur le continent. Elle envisage une nouvelle entité juridique unique, reconnue dans tous les États membres, soutenue par un registre centralisé au niveau européen. Avec des documents d'investissement standardisés, des stock-options valables dans toute l'UE et des règles d'imposition et d'emploi adaptées localement, EU-INC pourrait permettre à chaque fondateur de construire et d'étendre son entreprise en Europe sans barrières réglementaires inutiles. L'objectif d'EU-INC est d'en faire une réalité — et l'initiative a gagné en dynamique, soutenue par une large base de fondateurs, de fonds et de cabinets juridiques. Suite à cette mobilisation, la proposition est désormais discutée à Bruxelles. Il ne fait aucun doute qu'il s'agirait d'un grand accomplissement et d'un véritable changement de paradigme. Cela libérerait le talent et l'ambition de l'Europe pour créer des entreprises de rang mondial, au lieu d'être ralenties — voire stoppées — par la fragmentation entre nations. Ses créateurs rappellent souvent aux décideurs

européens qu'en octobre 2024, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen déclarait : « Une startup de Californie peut se développer et lever des fonds dans tous les États-Unis. Mais une startup en Europe doit affronter 27 barrières nationales différentes. Nous devons faciliter la croissance en Europe. » L'initiative EU-INC répond à cela en créant un cadre unifié pour les startups. Et bien que cela ne concerne que les startups, cela faciliterait in fine les levées de fonds et les investissements transfrontaliers, tout en étendant la présence de ces entreprises à travers l'Europe. EU-INC a gagné en dynamique et en soutien auprès d'une large base de fondateurs, de fonds et de cabinets juridiques. L'équipe derrière cette proposition a annoncé qu'elle avait été soumise au commissaire à la Justice Michael McGrath, à la commissaire aux Startups Ekaterina Zaharieva ainsi qu'à un groupe de travail dédié au sein de la Commission européenne. Le Conseil européen et le Parlement européen ont exprimé leur intérêt pour ce que Bruxelles appelle le « 28e régime ». La communauté travaille désormais à façonner la proposition législative, attendue au premier trimestre de l'année prochaine, pour une mise en œuvre prévue en 2027. Alors que l'issue reste incertaine pour l'Europe, ce plan peut inspirer le Conseil de coopération du Golfe (CCG) pour soutenir le développement de son propre écosystème régional de startups et diversifier fortement les économies de ses États membres. Dans le Golfe, la facilité de faire des affaires est exceptionnelle, soutenue par des infrastructures impeccables. Vous pouvez créer une société et obtenir un permis de résidence en Arabie saoudite ou à Bahreïn plus rapidement que n'importe où ailleurs

dans le monde. Mais la création d'une plateforme qui permettrait à une entreprise d'opérer ou de lever des fonds dans le cadre d'un seul et même système réglementaire à travers le Golfe devrait être envisagée. Cela permettrait l'émergence de géants régionaux prêts à conquérir le reste du monde. Cela deviendrait une plateforme pour l'expansion mondiale. Le Golfe s'est forgé une véritable marque : il attire talents, touristes et capitaux du monde entier, ce qui aurait été inimaginable il y a seulement une décennie. Une entreprise qui réussit dans l'environnement compétitif du CCG a la capacité de devenir un géant global. C'est donc une valeur ajoutée pour toute la région, créant un cercle vertueux. Beaucoup de mes amis en Europe ont soit démissionné, soit poursuivi des opportunités dans le Golfe. Leur point de vue est inébranlable : les dirigeants du Golfe sont beaucoup plus à l'écoute, sensibles aux besoins des entreprises et pragmatiques quant aux moyens de les soutenir. Il existe une volonté réelle de simplifier les processus, de soutenir les entreprises et de développer un environnement dynamique et attractif. Dans le Golfe, il existe une volonté réelle de simplifier les processus, de soutenir les entreprises et de développer un environnement dynamique. Peut-être que la pièce manquante du puzzle est un cadre régional unique permettant la naissance de nouveaux géants régionaux. Cela combinerait capital régional et soutien aux nouvelles entreprises. Cela résoudrait aussi les blocages actuels auxquels font face entreprises et fonds. Bien que l'environnement du Golfe soit dynamique, les startups y rencontrent aujourd'hui des problèmes similaires à leurs homologues européennes. Pour résumer, les investisseurs investissent dans des fonds, qui eux-mêmes investissent dans

des startups. Pour que le cycle fonctionne, ces fonds (private equity ou venture capital) doivent sortir de leurs investissements au bout de sept à dix ans. Cela implique de pouvoir revendre leurs participations, soit à une autre entreprise, soit via une introduction en bourse. Ce processus permet de rendre l'argent — et si possible des gains — à l'investisseur initial, qui peut alors réinvestir, relançant le cycle. Mais dans les conditions actuelles du marché, les fonds rencontrent un problème d'exits : ils n'arrivent pas à vendre leurs participations. L'investisseur initial ne reçoit donc pas son argent, ce qui rend difficile la justification de nouveaux engagements financiers. Les États-Unis sont l'endroit où ce cycle fonctionne parfaitement, avec des marchés locaux accessibles. Cette facilité contribue à créer des marchés plus vastes, des entreprises plus grandes et davantage de transactions d'investissement. C'est pourquoi un standard régional unique faciliterait les exits transfrontaliers, permettant aux investisseurs de vendre plus facilement leurs participations, de recycler le capital, de restaurer la confiance et d'encourager davantage d'investissements. Une bourse régionale devrait également faire partie du dispositif. Le moment est venu pour le Golfe de franchir ce pas audacieux. Avoir un standard commun pour les entreprises et leur fonctionnement aiderait celles-ci à croître et à opérer sans friction à travers les marchés. Il est temps de voir une startup née dans le Golfe devenir un géant mondial. J'estime que ce serait la pierre angulaire indispensable.

Source Arab news fr
Publie le 15/11/2025
*fondateur de Space Quest Ventures, une plateforme d'investissement axée sur l'espace. Il est PDG d'Eurabi Media et rédacteur en chef d'Al-Watan al-Arabi.

ÉGYPTE

Le projet solaire
Dandara de 1000
MW démarre en
2026

L'Égypte ambitionne de décarboner sa production électrique et de réduire ses émissions, un objectif qui passe par la transformation de son secteur industriel avec l'appui de partenaires financiers tels que la BAD, engagée dans les projets bas carbone. Publié par la Banque africaine de développement, l'étude d'impact environnemental du projet solaire Dandara indique que la première phase débutera au deuxième trimestre de 2026, pour une durée d'exécution d'environ 15 mois jusqu'à juin 2027. Cette phase concernera une capacité de 500MW intégrée à un système de stockage de 100MWh. Le projet est porté par le groupe norvégien Scatec à travers Dandara Solar Power S.A.E. et concerne le développement d'une capacité solaire de 1000MW et 200MWh de stockage répartis en deux étapes équivalentes. L'ensemble est implanté dans le gouvernorat de Qena, à l'est de la zone industrielle de Nagaa Hammadi, sur un site total de 2335ha dont 1130ha dédiés à la première phase. L'infrastructure est située à proximité du complexe d'Egypt Aluminium, l'un des pôles industriels les plus consommateurs d'électricité du pays. L'objectif est de fournir au complexe une partie de ses besoins électriques grâce à une source renouvelable, avec une réduction potentielle des émissions pouvant atteindre 60% selon l'étude. Le raccordement reposera sur une ligne aérienne d'un kilomètre reliant la sous-station prévue du projet à celle de la zone industrielle de Nagaa Hammadi. L'électricité sera ensuite transférée à EgyptAlum via le réseau national grâce au mécanisme de wheeling. L'annonce intervient alors que l'Égypte cherche à accroître la part des énergies renouvelables dans son mix pour atteindre 42% en 2030, un objectif inscrit dans la stratégie nationale de transition énergétique. Ce cap est soutenu par plusieurs institutions internationales, en particulier la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, déjà impliquée dans le financement du projet Dandara aux côtés de la Banque africaine de développement et de la Banque européenne d'investissement. Le projet s'aligne ainsi sur la politique nationale de décarbonation industrielle.

LES BANQUES RÉSIDENTES ET LEUR PORTEFEUILLE TITRES

Un poids significatif
sur le marché tunisien

Le secteur bancaire tunisien continue d'afficher une dynamique importante à travers la gestion de son portefeuille titres.

Avec une valorisation qui atteint plus de 33 milliards de dinars tunisiens, ces actifs financiers témoignent d'une activité soutenue et d'une stratégie d'investissement qui mérite une attention particulière.

Une évolution en mouvement constant

Les dernières données publiées révèlent que les banques résidentes ont maintenu une position importante sur le marché des titres. Cet ensemble d'actifs, qui inclut principalement des obligations et des actions, reflète une diversification progressive des placements. Cette orientation traduit une volonté de préserver la stabilité financière tout en s'adaptant aux fluctuations économiques locales et internationales. La gestion prudente de ces portefeuilles permet ainsi de garantir un équilibre entre rendement et sécurité.

Impact sur le marché financier national

L'importance des portefeuilles titres des banques agit directement sur la liquidité et la stabilité du marché tunisien. En injectant



des capitaux dans les différents instruments financiers, les banques jouent un rôle déterminant pour le financement des entreprises et le développement économique du pays. Cette présence amplifie également la confiance des investisseurs, en particulier dans un contexte où la conjoncture économique reste fragile. Par ailleurs, l'évolution de ces actifs peut influencer les taux d'inté-

rêt et les conditions d'emprunt, impactant ainsi l'ensemble du tissu économique.

S'adapter aux transformations économiques

À travers la gestion de leurs portefeuilles titres, les établissements bancaires montrent une capacité à s'adapter aux transformations du paysage économique tunisien. Face aux incertitudes globales, ils ajustent leurs investissements pour aligner la rentabilité à moyen terme avec la gestion des risques. Cette approche se traduit par un suivi constant des marchés et une diversification accrue, notamment en privilégiant des actifs offrant une certaine résilience face aux déséquilibres externes. Le poids considérable que représentent les portefeuilles titres des banques résidentes illustre une facette essentielle de la santé financière nationale. Leur gestion habile contribue non seulement à la solidité du secteur bancaire mais aussi à la fluidité des échanges financiers nationaux. Cette réalité invite à regarder de près les orientations futures de ces investissements, qui continueront à jouer un rôle majeur dans l'économie tunisienne.

GRÂCE À UNE MISE À NIVEAU DE SON ERP

Le parc industriel national de Dubaï va numériser
tous les services liés aux visas de travail

Les entreprises implantées dans le National Industries Park (NIP) disposent de deux semaines pour se préparer à une importante migration des systèmes, qui centralisera toutes les transactions liées aux résidences et aux licences sur une seule plateforme, Dubai Trade. Une annonce publiée le 14 novembre confirme que la nouvelle suite CRM/ERP du NIP sera opérationnelle dès le 29 novembre, promettant un traitement plus rapide, des cartes d'identité employé au format PDF et des contrats électroniques signés via DocuSign.

Pour les responsables mobilité, la principale nouveauté est la gestion entièrement numérique et intégrée des visas de travail — depuis l'allocation des quotas et les permis d'entrée jusqu'au téléchargement des certificats médicaux, aux données biométriques Emirates-ID et à l'apposition du tampon de résidence. Le NIP suspendra les anciens processus de gestion des visas pendant deux mois, permettant aux entreprises de finaliser les notifications d'arrivée dans l'ancien système, mais toute nouvelle demande devra être effectuée via le portail amélioré après la mise en ser-

vice. Le parc harmonise également sa structure de licences avec les catégories du Département de l'Économie et du Tourisme de Dubaï (DET), ce qui pourrait amener certaines entités à revoir la classification de leurs activités commerciales. Pendant la période de migration du 28 novembre au 3 décembre, les services de recharge de dépôts seront indisponibles. Il est donc conseillé aux entreprises de recharger leurs comptes et de soumettre leurs demandes de service en brouillon avant le 28 novembre pour éviter tout retard.

Cette évolution s'inscrit dans une tendance plus large des zones franches vers des processus d'immigration dématérialisés, conformément à la Stratégie pour l'Économie Numérique des Émirats arabes unis. Elle devrait réduire les délais d'intégration des nouveaux employés étrangers, diminuer les coûts de messagerie et offrir aux équipes RH une visibilité en temps réel sur l'état des demandes. Les employeurs sont invités à auditer leurs flux actuels de visas, à informer leurs PROs de la nouvelle interface et à planifier les formations proposées par Dubai Trade.

ARABIE SAOUDITE

Les transactions POS dépassent 3 Mds \$, les hôtels en hausse

Le total des transactions par terminaux de paiement (POS) en Arabie saoudite est resté au-dessus du seuil des 3 milliards de dollars lors de la semaine se terminant le 22 novembre, atteignant 12,5 milliards de riyals (3,3 milliards de dollars). Selon les dernières données de la Banque centrale saoudienne (SAMA), le montant global des paiements par POS représente une baisse hebdomadaire de 4,4 %, tandis que le nombre total de transactions a diminué de 5,4 %, passant à 220,15 millions contre 232,67 millions la semaine précédente. Cinq catégories ont enregistré une légère hausse, les dépenses hôtelières af-

fichant la plus forte progression, en hausse de 19,8 % à 381,98 millions de riyals, suivies de la location automobile et d'équipements, en hausse de 10,8 % à 578,2 millions de riyals. Les dépenses en soins personnels ont progressé de 4,8 %, suivies d'une hausse de 4,5 % pour les livres et la papeterie. Les achats de bijoux ont augmenté de 3,2 %, atteignant 335,8 millions de riyals. Les données montrent des baisses dans le reste des catégories, l'éducation enregistrant la plus forte diminution : -17,6 % à 104,48 millions de riyals. Les achats en pharmacies et fournitures médicales suivent avec une baisse de

11,2 % à 197,2 millions de riyals. Les dépenses en alimentation et boissons ont reculé de 8,6 % à 1,8 milliard de riyals, tout en restant la plus grande catégorie de dépenses. Les restaurants et cafés suivent malgré une baisse de 3,8 % à 1,6 milliard de riyals. L'habillement a diminué de 4 % à 1,13 milliard de riyals, représentant la troisième plus grande part des dépenses POS de la semaine observée. Les principales zones urbaines du Royaume reflètent la tendance nationale. Riyad, qui représente la part la plus importante des dépenses POS, a enregistré une baisse de 4,9 %, à 4,46

milliards de riyals, contre 4,68 milliards la semaine précédente. Le nombre de transactions dans la capitale a reculé à 72 millions, soit -6,3 % sur une semaine. À Djeddah, la valeur des transactions a diminué de 1,8 % à 1,72 milliard de riyals, tandis que Dammam a enregistré une baisse de 4,1 % à 621,22 millions de riyals. Les données POS, suivies chaque semaine par la SAMA, constituent un indicateur des tendances de consommation et de la progression continue des paiements numériques en Arabie saoudite.

CAMEROUN

La filière maïs subit la flambée des coûts de production

Au Cameroun, le maïs est la troisième denrée consommée après le manioc et la banane plantain. Il alimente aussi des industries clés comme les brasseries et l'alimentation animale.

Première céréale cultivée au Cameroun et pilier de la sécurité alimentaire nationale, le maïs occupe une place stratégique dans l'économie rurale. Consommé à près de 75 % par les ménages et mobilisant plus de six millions d'acteurs le long de sa chaîne de valeur, il demeure pourtant chroniquement déficitaire. C'est l'un des constats majeurs du rapport 2024 sur la compétitivité de l'économie camerounaise, publié par le Comité de compétitivité rattaché au ministère de l'Économie. Malgré une production annuelle moyenne de 2,2 millions de tonnes entre 2017 et 2021, l'offre reste inférieure à une demande évaluée à 2,8 millions de tonnes dès 2019. Portée par la croissance démographique et par l'essor des industries agroalimentaires – élevage, minoteries, amidonneries –, cette demande progresse plus vite que la production. Le pays se retrouve face à un déficit structurel, aggravant une balance commerciale déjà fragile.



Importations en forte hausse et fuites transfrontalières

La pression s'est accentuée en 2024 : les importations ont atteint 81 833 tonnes, en hausse de 103,1 % sur un an. Sur cinq ans, elles ont presque triplé, portant la facture à 19,4 milliards de FCFA, contre environ 8,5 milliards en 2010. L'Argentine demeure le principal fournisseur. Paradoxalement, malgré ces importations massives, environ 50 000 tonnes s'échap-

pent chaque année via des flux informels vers les pays voisins. Ce phénomène révèle une désorganisation du marché intérieur et accentue un déséquilibre auquel s'ajoutent des pertes post-récoltes estimées à 11 % de la production. Avec un rendement moyen de 1,8 tonne par hectare en 2023, le Cameroun reste loin des standards mondiaux de 5,9 tonnes par hectare et des performances de pays africains comme l'Afrique du Sud, qui atteint 6,4 tonnes par hectare. La production nationale progresse de 2,2 % chaque année, alors que la population augmente de 2,8 %, ce qui accentue le déficit. Ce retard s'explique par un modèle agricole dominé par de petites exploitations familiales faiblement mécanisées et peu dotées en intrants. Le rapport souligne que « le coût de production direct d'un hectare de maïs est estimé à environ 428 000 FCFA », un niveau alourdi par le faible accès aux semences certifiées, aux fertilisants et par l'absence d'infrastructures de séchage et de stockage adéquates.

ÉTHIOPIE

Allied veut accélérer l'exploration d'or sur la future mine Kurmuk en 2026

Prévue pour une mise en service d'ici mi-2026, la future mine d'or Kurmuk peut livrer annuellement en moyenne 240 000 onces pendant 10 ans en Éthiopie. Un potentiel que son propriétaire Allied Gold entend d'ores et déjà renforcer grâce à des travaux d'exploration en cours. Après y avoir réalisé 193 forages totalisant 39 000 mètres de mi-2024 à fin 2025, Allied Gold veut accélérer en 2026 les travaux d'exploration aurifère sur son projet Kurmuk en Éthiopie. Dans une mise à jour d'activités pu-

bliée le jeudi 27 novembre, la compagnie minière canadienne a en effet annoncé de nouvelles initiatives de prospection pour l'exercice prochain, avec l'objectif de renforcer le potentiel de cette future mine. Selon les détails fournis, les forages réalisés jusqu'ici se sont surtout concentrés sur Ashashire et Dish Mountain, les deux gisements principaux de Kurmuk. Allied a également travaillé sur d'autres cibles, notamment Tsenge, Dul et Urchin. En 2026, la compagnie prévoit de poursuivre l'extension des ressources à

Dish Mountain et Ashashire, tout en menant des forages de reconnaissance à Tsenge au premier semestre. Un nouveau programme est aussi prévu à Urchin, ainsi que sur d'autres cibles du site. Déjà en construction pour un coût estimé à 500 millions USD, Kurmuk est prévue pour une mise en service d'ici mi-2026. Le projet doit livrer en moyenne 240 000 onces d'or par an pendant 10 ans. Avec les travaux d'exploration en cours, Allied compte accroître les réserves actuelles afin de porter la durée de vie de la mine à au

moins 15 ans, tout en maintenant sur la durée les niveaux de production envisagés. Pour l'heure, Allied n'a pas encore détaillé le budget d'exploration prévu pour 2026. On sait toutefois que la compagnie a annoncé en octobre son intention de lever 175 millions de dollars canadiens (environ 124 millions USD) pour financer les travaux en cours à Kurmuk et sur la mine Sadiola au Mali. Outre ces deux actifs, la société demeure aussi présente en Côte d'Ivoire, où elle exploite les mines d'or Agbaou et Bonikro.

AFRIQUE DU SUD
69 000 hectares supplémentaires consacrés au maïs en 2025/2026

L'Afrique du Sud est le premier producteur africain de maïs. Avec la hausse de sa production au terme de la campagne 2024/2025 écoulée par rapport à celle précédente, la filière entend poursuivre sur la même dynamique en ce qui concerne la prochaine campagne. En Afrique du Sud, les agriculteurs ont l'intention de planter du maïs sur près de 2,67 millions d'hectares pour le compte de la campagne agricole de 2025/2026, selon les dernières projections formulées par le Comité d'estimation des récoltes (CEC) dans une publication d'octobre dernier. Cette prévision, si elle se réalise, signifierait une hausse de 2,7 %, soit 69 000 hectares de plus que la superficie qui y était consacrée au cours de la campagne précédente. Il s'agirait de la plus grande surface de culture consacrée au maïs dans le pays depuis 2021 (2,7 millions d'hectares). « Les chiffres montrent que les producteurs envisagent de planter 1,615 million d'hectares de maïs blanc, soit 15 000 hectares (0,9 %) de plus que la saison précédente. Pour le maïs jaune, les superficies attendues sont de 1,051 million d'hectares, ce qui représente 54 000 hectares (5,4 %) de plus que lors de la saison précédente », souligne le CEC. Pour expliquer ces prévisions optimistes, les autorités mettent en avant les conditions climatiques favorables. Dans ses prévisions saisonnières publiées fin septembre dernier, le Service météorologique sud-africain indiquait par exemple que les régions du nord-est du pays devraient recevoir des précipitations supérieures à la normale jusqu'au milieu de l'été. « Les pluies contribueront à garantir que la saison agricole commence à temps et que nous disposions de conditions de production excellentes », a déclaré pour sa part Wandile Sihlobo, économiste en chef de la Chambre des entreprises agricoles, dans des propos relayés par le média local News24, le 27 novembre. Globalement, la hausse attendue des surfaces de culture peut soutenir la relance de la filière. D'après les dernières estimations du CEC, la récolte sud-africaine devrait rebondir de 28 % pour atteindre 16,4 millions de tonnes en 2024/2025 après une campagne de 2023/2024 décevante.

GABON

Les conditions sociales des sous-traitants fragilisent le secteur pétrolier

L'amélioration de la situation sociale des travailleurs constitue l'un des défis majeurs que l'industrie pétrolière du Gabon doit relever. Les autorités gabonaises ont exprimé leur intention de s'attaquer à cette précarité, régulièrement signalée dans un secteur essentiel pour l'État. Au Gabon, des travailleurs sous-traitants du secteur pétrolier dénoncent des conditions d'emploi qu'ils estiment précaires. Selon les informations relayées mardi 25 novembre 2025 par la presse locale, plusieurs témoignages évoquent des droits qu'ils disent insuf-

fisamment respectés. Sur les différents sites pétroliers, les travailleurs et leurs représentants expliquent que la majorité des activités de maintenance, de logistique et d'assistance technique repose sur un système de sous-traitance dans lequel plusieurs sociétés prestataires fournissent la main-d'œuvre nécessaire aux opérations. Les salariés interrogés dénoncent des contrats de courte durée et des engagements non suivis d'effet, et appellent à honorer les mesures annoncées lors de précédentes médiations. Ils mena-

cent également de lancer une grève d'ici le 31 décembre si la situation ne change pas. Le rapport 2023 de l'Extractive Industries Transparency Initiative qui couvre les données de l'année 2022, montre que le secteur extractif, dominé par les hydrocarbures, représente plus de 30 % du produit intérieur brut. La question sociale prend donc une dimension particulière dans un secteur qui occupe une place aussi déterminante dans l'économie du pays. En 2023, le pétrole brut a représenté 67 % des exportations du pays, selon les données de la Direction gé-

nérale des douanes. Aucune réaction institutionnelle ni publication officielle n'a été rendue publique jusqu'ici. Le mois dernier, Agence Ecofin a par ailleurs rapporté l'intention du gouvernement gabonais de mettre un terme à la précarité de l'emploi dans le secteur pétrolier. Cette intention a été formulée par le gouvernement, à l'issue de discussions avec l'Organisation nationale des employés du pétrole (ONEP), l'Union pétrolière gabonaise (UPEGA) et la Convention des entreprises pétrolières autochtones du Gabon (CEPAG).

LE S&P 500 ENREGISTRE DES GAINS HEBDOMADAIRES ET MENSUELS

Les rendements du Trésor progressent

Les actions américaines ont terminé en hausse lors d'une séance tronquée, après les fêtes de fin d'année, vendredi, qui a été compliquée par une panne d'un opérateur boursier, alors que les investisseurs fermaient le livre sur un mois tumultueux et commençaient la saison des achats de Noël.

Les trois principaux indices boursiers américains ont légèrement progressé au cours de la journée, les rendements du Trésor de référence se sont renforcés et l'or a progressé. "La journée d'aujourd'hui a été marquée par une tendance à la hausse habituelle à faible volume en raison des fêtes de fin d'année, mais elle a clôturé une semaine très solide pour les investisseurs, l'optimisme concernant l'économie et les réductions potentielles étant de nouveau de mise", a déclaré Ryan Detrick, stratège en chef du marché chez Carson Group, à Omaha. Les trois indices ont progressé au cours de la semaine écourtée par les fêtes, en raison de l'optimisme croissant quant à la réduction des taux d'intérêt par la Réserve fédérale américaine lors de sa réunion de décembre. Pour le mois, le S&P 500 et le Dow ont enregistré des gains marginaux. Le Nasdaq, en revanche, a enregistré une baisse de 1,5 % en novembre, l'appétit pour le risque s'étant émoussé en raison des inquiétudes persistantes concernant les valorisations excessives des valeurs technologiques.

“C’était un mois en dents de scie”, a ajouté M. Detrick.

"Nous sommes passés du pire mois de novembre depuis la grande crise financière à la meilleure semaine de Thanksgiving pour les actions depuis 2012" Et maintenant, nous croyons toujours que le Père Noël va venir en ville avec un rallye potentiel de fin d'année."

Panne du CME résolue

Une panne chez CME Group, le plus grand opérateur boursier au monde, a semé la pagaille sur les marchés financiers en bloquant les transactions sur sa plateforme de devises et sur les contrats à terme, affectant les devises, les matières premières, les bons du Trésor et les actions. Le problème a été résolu à moins d'une heure de l'ouverture du marché américain. Les transactions sur les actions américaines se terminent à 13 heures ET (1800 GMT), tandis que le marché obligataire ferme une heure

plus tard. La période cruciale des achats pour les fêtes de fin d'année bat officiellement son plein et semble démarrer sur les chapeaux de roue. Les achats en ligne pour Thanksgiving ont augmenté de 5,3 %, selon Adobe Analytics, et bien que d'autres chiffres de vente préliminaires soient prometteurs, certains acheteurs ont exprimé leur prudence, soucieux de ne pas trop dépenser alors que l'inflation reste élevée et que le marché de l'emploi semble s'assouplir. « Les perspectives des consommateurs pour les fêtes de fin d'année sont mitigées », a déclaré Tim Ghriskey, stratège principal de portefeuille chez Ingalls & Snyder à New York. "Les contrats à terme de la Fed indiquent une réduction de 25 points de base du taux des fonds de la Fed, mais ce pourcentage fluctuera d'ici la réunion de la Fed. Il y a certainement des inquiétudes concernant les consommateurs et l'économie." Le Dow Jones Industrial Average .DJI a gagné 289,30 points, soit 0,61%, à 47 716,42, le S&P 500 .SPX a gagné 36,48 points, soit 0,54%, à 6 849,09 et le Nasdaq Composite .IXIC agagné 151,00 points, soit 0,65%, à 23 365,69. Les actions européennes ont terminé la session avec des gains modestes pour la journée et le mois, enregistrant leur plus longue série de gains mensuels depuis mars 2024, alors que les paris croissants d'une réduction des taux de la Fed et les progrès vers un cessez-le-feu entre la Russie et l'Ukraine ont soutenu le sentiment. L'indice MSCI des actions mondiales .MIWD000000PUS a augmenté de 4,29 points, soit 0,43%, pour atteindre 1 004,99. L'indice paneuropéen STOXX 600 .STOXX a progressé de 0,25%, tandis que l'indice européen FTS Eurofirst 300 .FTEU3 a gagné 5,64 points, soit 0,25%. Le dollar a enregistré sa plus mauvaise performance hebdomadaire depuis la fin du mois de juillet, en raison de la probabilité croissante d'un nouvel assouplissement monétaire de la part de la Fed. L'indice du dollar USD, qui mesure le billet vert par rapport à un panier de devises comprenant le yen et l'euro, abaissé de

0,07% à 99,46, avec l'euro EUR= en hausse de 0,04% à 1,16 \$. Face au yen japonais JPY=, le dollar s'est affaibli de 0,1% à 156,15. Les rendements des obligations du Trésor américain ont progressé au cours d'une journée à faible volume. Le rendement des obligations américaines de référence à 10 ans US10YT=RR a augmenté de 1,7 point de base à 4,015%, contre 3,998% mercredi en fin de journée. Le rendement des obligations à 30 ans US30YT=RR a augmenté de 2,1 points de base à 4,6648%, contre 4,644% mercredi soir. Le rendement de l'obligation à deux ans US2YT=RR, qui évolue généralement en fonction des prévisions de taux d'intérêt de la Réserve fédérale, a augmenté de 1,4 point de base à 3,495%, contre 3,481% mercredi en fin de journée. Les contrats à terme sur le pétrole ont été mitigés, le

WTI affichant un gain et le Brent une légère baisse à la suite de la panne du CME, tandis que les investisseurs gardaient un œil sur les négociations de paix prolongées entre la Russie et l'Ukraine et attendaient les résultats d'une réunion de l'OPEP+ dimanche pour obtenir des indices sur les changements potentiels de la production. Le brut américain CLC1 a augmenté de 0,65% à 59,03 dollars le baril et le Brent LCOc1 a chuté à 63,29 dollars le baril, en baisse de 0,08% sur la journée. Le prix de l'or est en passe de réaliser des gains mensuels grâce à l'optimisme de la Fed quant à la réduction des taux d'intérêt. L'or au comptant XAU= a augmenté de 1,51% à 4220,46 dollars l'once. Les contrats à terme sur l'or américain GCc1 ont augmenté de 1,41% à 4 223,90 dollars l'once.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 28 Novembre 2025					
Valeur : 02 Décembre 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		130.3019	130.3169
1	EUR	EURO		150.8766	150.9070
1	GBP	POUND STERLING		172.1066	172.2174
100	JPY	JAPANESE YEN		83.3132	83.3495
1	CNY	CHINESE YUAN		18.4084	18.4123
1	CHF	SWISS FRANC		161.7251	161.8441
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		92.7944	92.8183
1	DKK	DANISH KRONE		20.2006	20.2064
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7171	13.7223
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7916	12.8179
1	AED	UAE DIRHAM		35.4737	35.4845
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.7324	34.7391
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.2979	424.4850
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.9831	44.4252
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.0733	14.0749
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8495	23.9716
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2748	3.2850
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.0350	177.0350

COURS DE MATIÈRES PREMIÈRES

Tendances divergentes

L'argent-métal a atteint un nouveau sommet historique et l'or a repris de l'allant cette semaine, les investisseurs misant davantage sur une réduction des taux de la Réserve fédérale (Fed) en décembre. L'once d'argent s'est envolée de plus de 11% cette semaine (contre +3% pour l'or sur les sept derniers jours), jusqu'à atteindre vendredi 55,6564 dollars, dépassant son précédent record atteint en octobre. L'or, l'argent, le platine et le cuivre, "bénéficient des attentes de baisses de taux américaines, d'un dollar plus faible, des préoccupations liées à la dette américaine et d'une demande croissante de couvertures contre la dévaluation", résume Ole Hansen, de Saxo Bank. Selon des rumeurs de presse, un proche conseiller de Donald Trump, Kevin Hassett, serait en effet considéré comme le favori pour succéder à Jerome Powell à la tête de la Fed l'année prochaine, ce qui pourrait inciter la banque centrale amé-

ricaine à assouplir sa politique monétaire. Or les métaux précieux et le billet vert se font concurrence dans le porte-feuille des opérateurs du marché en tant que valeur refuge. La faiblesse de l'un profite en général à l'autre. Crucial pour la transition écologique et le développement de l'intelligence artificielle --car utilisé pour la fabrication de panneaux solaires, de puces semi-conductrices et d'autres composants électroniques- l'argent bénéficie aussi d'une forte demande industrielle et d'une croissance limitée de l'offre", ajoutent les analystes d'UBS. Le prix de l'or et de l'argent pour livraison future sur la Bourse des matières premières de New York, le Comex, ont par ailleurs été temporairement gelés vendredi par une panne du Chicago Mercantile Exchange (CME), "en raison d'un problème de refroidissement dans les centres de données CyrusOne", a précisé la bourse.

Vers 16H20 GMT (17H20 à Paris), l'once d'or (31,1 g) s'échangeait à Londres à 4.205,76 dollars, contre 4.065,14 dollars sept jours plus tôt à la clôture.

Le cuivre étincelle

Le cours du cuivre a progressé cette semaine, dépassant vendredi son record du mois dernier en atteignant jusqu'à 11.210,50 dollars la tonne, porté par un climat haussier lors d'une conférence majeure réunissant l'industrie du cuivre à Shanghai. "Le président d'une société de recherche sur les métaux et les mines a averti que les prix du cuivre aux États-Unis pourraient continuer à se négocier à un prix élevé en raison de l'incertitude entourant les droits de douane américains, ce qui entraînerait probablement une augmentation des stocks au COMEX et une diminution des stocks en dehors des États-Unis", indique Thu Lan Nguyen, analyste chez

Commerzbank. Et les inquiétudes subsistent quant à la pénurie du métal rouge, avec une demande structurellement en hausse et plusieurs incidents dans des mines importantes cette année. Néanmoins, "malgré ces avertissements et ces rapports pessimistes, les dernières données ne montrent pas de signes d'un ralentissement de la production de cuivre" pour le moment, tempère l'analyste. Ce qui explique pourquoi "nous voyons un potentiel de hausse limité à court terme pour les prix du cuivre", prévient-elle. Vendredi, une tonne de cuivre coûtait 11.161,00 dollars sur le LME, contre 10.777,50 dollars sept jours plus tôt à la clôture.

Rebond du sucre

Les cours du sucre sont en hausse cette semaine, rebondissant de leurs niveaux les plus bas depuis 2020 atteints début novembre. "Les analystes ont commencé à re-

voir à la baisse leurs prévisions concernant l'excédent mondial en 2025/26", affirme Mark Bowman d'ADM Investors. Et la chute des cours du sucre au plus bas depuis la période Covid "a préparé le marché à un rebond correctif", précise l'analyste. Les prix bénéficient également de la déclaration du ministère indien de l'Alimentation, qui a annoncé mi-novembre que les sucreries de l'Inde, second producteur mondial après le Brésil, pourraient "exporter 1,5 million de tonnes de sucre au cours de la saison 2025/26, soit moins que les estimations précédentes qui tablaient sur 2 millions de tonnes", souligne Rich Asplund, analyste du site Barchart. Vendredi, à New York, la livre de sucre brut pour livraison en mars valait 15,22 cents, contre 14,78 cents sept jours auparavant. A Londres, la tonne de sucre blanc pour livraison le même mois valait 435 dollars contre 424,10 dollars le vendredi précédent à la clôture.

ESPAGNE

Madrid en alerte après la découverte de cas de peste porcine africaine

L'Espagne, troisième producteur mondial de viande de porc et de ses dérivés, exporte chaque année 2,77 millions de tonnes vers plus de cent pays dans le monde.

La découverte de deux sangliers atteints de peste porcine africaine en Catalogne, une première depuis 1994, a entraîné la fermeture immédiate de plusieurs marchés d'exportation. Le ministre espagnol de l'Agriculture Luis Planas a affirmé samedi que le gouvernement souhaitait limiter «au maximum» l'impact économique pour le secteur agricole, au lendemain de l'annonce de la découverte d'un foyer de peste porcine africaine en Catalogne, une première dans le pays depuis 1994. Inoffensive pour les humains, la peste porcine africaine (PPA) est une maladie hémorragique virale dont le taux de mortalité est proche de 100% pour les porcs et sangliers. Vendredi, le ministère de l'Agriculture avait annoncé dans un communiqué que deux sangliers, retrouvés morts mercredi à un kilomètre de distance l'un de l'autre

en Catalogne (nord-est), avaient été testés positifs à la PPA, «une première» dans le pays depuis novembre 1994. Or, l'Espagne, troisième producteur mondial de viande de porc et de ses dérivés, exporte chaque année 2,77 millions de tonnes vers plus de cent pays dans le monde, a rappelé samedi le ministre Luis Planas, lors d'une conférence de presse tenue à l'issue d'une réunion d'urgence.

«Empêcher la propagation du virus»

Les autorités à Madrid veulent ainsi tout faire pour «limiter» au «maximum l'impact économique» de ces conséquences face à la fermeture immédiate d'«un tiers» des marchés, comme le Mexique, en réponse à cette situation inédite dans le pays en plus de 30 ans. «Nous devons concentrer tous nos efforts pour tenter

d'éradiquer, d'éliminer tous les cas possibles et d'empêcher la propagation du virus», a poursuivi Luis Planas. D'après la presse espagnole samedi, quatre autres cas ont été détectés dans la même zone, mais le ministre, interrogé sur le sujet, n'a pas souhaité confirmer l'information à ce stade, appelant la population au «calme» et les professionnels du secteur à «la prudence». Les autorités régionales de Catalogne ont, pour leur part, mis en place deux périmètres de plusieurs kilomètres autour de la zone touchée limitant notamment les activités en plein air. En Europe, la peste porcine africaine est actuellement présente dans les pays baltes et dans plusieurs pays d'Europe de l'Est, depuis son arrivée par la Russie en 2014.

AUTRICHE

Un taux d'inflation inchangé

Le taux d'inflation annuel en Autriche s'est établi à 4% en octobre 2025, inchangé par rapport au mois précédent, correspondant aux estimations préliminaires. Le principal moteur des prix a été le logement et les services publics (6,6% contre 6% en septembre), suivi par les restaurants et hôtels (6% contre 6,3%), la santé (5% contre 5,5%) et les

aliments et boissons non alcoolisées (4% contre 3,9%). En revanche, les coûts ont baissé pour les communications (-6,4% contre -5,9%) et l'ameublement, l'équipement ménager et l'entretien (-0,6% contre -0,6%), tandis que l'inflation s'est modérée pour l'éducation (5,2% contre 6,5%). Sur une base mensuelle, les prix à la consommation ont augmenté

de 0,4% en octobre, rebondissant après une baisse de 0,2% lors de la période précédente. En Autriche, la catégorie la plus importante dans l'indice des prix à la consommation est le Logement et les Services publics (19 pour cent du poids total). Les Transports représentent 14 pour cent ; les Restaurants et les Hôtels, 13 pour cent ; les Loisirs et la Cul-

ture, 11 pour cent ; les Aliments et les Boissons non alcoolisées, 11 pour cent et les Biens et Services divers, 9 pour cent. Les Boissons alcoolisées et le Tabac ; l'Habillement et les Chaussures ; les Biens ménagers ; la Santé ; la Communication et l'Éducation représentent les 23 pour cent restants du poids total.

MEXIQUE

Mexico attire les capitaux étrangers mais peine à relancer son économie

Le Mexique a enregistré un record d'investissements étrangers directs cette année, en hausse de près de 15 %, grâce à son accord commercial avantageux avec les Etats-Unis. Mais la croissance économique reste faible. Le Mexique vient d'enregistrer un record historique d'investissements directs étrangers. Au cours des

trois premiers trimestres de 2025, les flux ont atteint 40,9 milliards de dollars, soit une hausse de 14,5 % par rapport à l'année précédente, selon les chiffres officiels. Pour le secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur, Luis Rosendo Gutiérrez Romano, « ce n'est pas une surprise » : « La présidente Claudia

Sheinbaum et son équipe ont intensifié la promotion du Mexique à l'international. Et dans un contexte de recomposition tarifaire mondiale, le pays profite de l'un des accords préférentiels les plus avantageux avec les Etats-Unis, ce qui attire naturellement les investisseurs ».

IRLANDE

Dublin relève le seuil de revenu pour la réunification familiale à 44 300 €

Le ministère irlandais de la Justice a publié une nouvelle politique révisée de regroupement familial pour les ressortissants hors EEE, qui relève drastiquement le seuil de revenus que doivent atteindre les résidents irlandais pour pouvoir parrainer leur conjoint, partenaire ou enfants venant de l'extérieur de l'Espace économique européen. Dès à présent, les parrains doivent percevoir au moins le salaire brut médian national — actuellement 44 300 € — contre un seuil fixe de 30 000 € établi en 2016. Les foyers avec plusieurs personnes à charge doivent répondre à des exigences encore plus strictes : par exemple, un parent avec trois enfants devra justifier d'un revenu net de 47 164 €, soit environ

64 200 € brut. Les demandeurs doivent également prouver qu'ils disposent d'un logement « adapté » avant qu'un visa ne soit délivré. Les autorités défendent ce relèvement en arguant qu'il protège les finances publiques et encourage l'autonomie économique des nouveaux arrivants. Le groupe patronal Ibec soutient globalement cette mesure, mais met en garde contre un risque de découragement des talents de la classe moyenne dans les secteurs des TIC et des services financiers, où la rémunération inclut souvent des primes variables. Les employeurs qui transfèrent des cadres hors EEE en Irlande pourraient devoir ajuster les allocations ou requalifier les primes en revenus pris en

compte pour permettre à leurs salariés de remplir les nouvelles conditions. Pour les équipes en charge de la mobilité internationale, l'impact pratique est double. D'une part, les budgets d'expatriation vont augmenter si les entreprises doivent compléter les salaires pour que les employés puissent faire venir leur famille. D'autre part, les délais de traitement s'allongeront, car les justificatifs de logement (comme les contrats de location) devront désormais être fournis avec la demande. Les prestataires de relocation anticipent une demande accrue pour des logements familiaux, notamment à Dublin où l'offre est limitée.

ESPAGNE

L'inflation recule à 3,1 % en novembre 2025

L'indice des prix à la consommation harmonisé à l'Union européenne (IPCH) sur douze mois en Espagne a diminué à 3,1 % en novembre, contre 3,2 % sur la période d'octobre, selon les données préliminaires publiées vendredi par l'Institut national de la statistique (INE). Ce taux d'inflation harmonisé sur un an reste supérieur aux 2,9 % anticipés par les analystes interrogés par Reuters. L'inflation sous-jacente, qui exclut les prix volatils des produits frais et de l'énergie, s'est établie à 2,6 % sur un an, d'après les chiffres de l'INE. L'inflation nationale espagnole sur douze mois a également reculé, atteignant 3,0 % en novembre, contre 3,1 % en octobre. Les analystes interrogés par Reuters tablaient sur un taux de 2,9 %.

FRANCE

En novembre 2025, la confiance des ménages se replie légèrement

En novembre 2025, la confiance des ménages se replie légèrement. À 89, l'indicateur qui la synthétise baisse d'un point et demeure bien au-dessous de sa moyenne de longue période (100 entre janvier 1987 et décembre 2024). Le solde d'opinion relatif à l'opportunité d'épargner atteint un nouveau maximum historique ce mois-ci. Situation financière personnelle future : quasi-stabilité En novembre 2025, l'opinion des ménages concernant leur situation financière personnelle, passée et future, est quasi stable : les soldes d'opinion associés perdent chacun un point. Celui relatif à leur situation financière passée retrouve sa moyenne de longue période, tandis que celui concernant leur situation financière future s'en éloigne un peu de nouveau. La proportion de ménages estimant qu'il est opportun, dans la situation économique actuelle, de faire des achats importants est quasi stable. Le solde correspondant perd un point et reste bien au-dessous de sa moyenne de longue période. En novembre 2025, l'opinion des ménages concernant leur capacité d'épargne, actuelle et future, se dégrade légèrement. Les soldes d'opinion associés perdent chacun deux points, mais demeurent bien au-dessus de leur moyenne de longue période. La part des ménages estimant qu'il est opportun d'épargner augmente de nouveau légèrement. Le solde d'opinion correspondant gagne un point et atteint un nouveau maximum historique, bien au-dessus de sa moyenne de longue période.

APPLE VEUT DE L'OLED PARTOUT

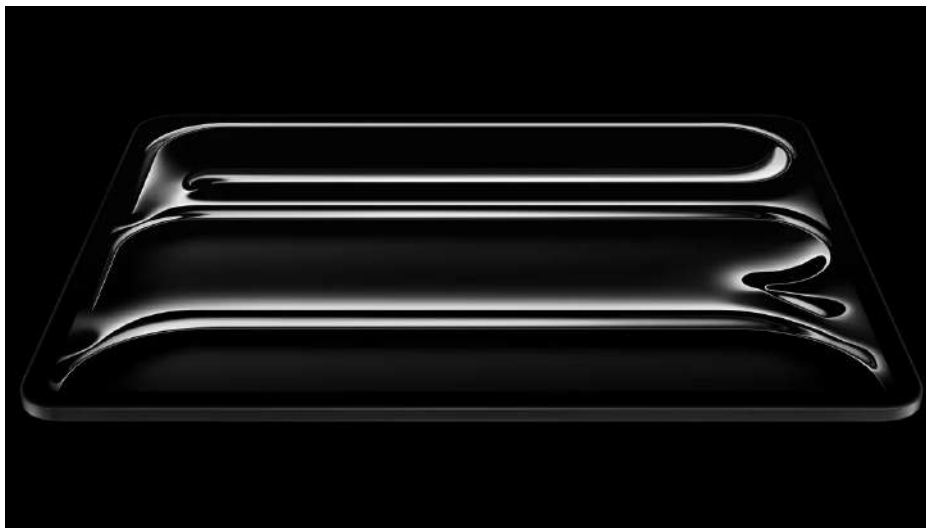
Samsung prépare une équipe d'élite pour ne pas perdre une miette sur les contrats

Samsung Display ne compte pas laisser filer la poule aux œufs d'or. Face à une Apple déterminée à basculer tout son catalogue vers l'OLED, le géant coréen a mis sur pied une véritable force de frappe : la « A Team », une équipe d'élite chargée de concevoir les écrans de demain exclusivement pour la Pomme.

L'arrivée récente des iPhone 17 en magasin a confirmé ce que beaucoup pressentaient : quand il s'agit d'assurer une production de masse sans accroc, Apple n'a pas vraiment le choix. Une fois de plus, c'est Samsung qui a joué les sauveurs, récupérant la part du lion des commandes après les nouveaux déboires techniques du chinois BOE. Mais à Séoul, on sait que cette position dominante ne tient qu'à un fil. Pour transformer l'essai, le fabricant a sorti l'artillerie lourde avec une équipe dédiée, installée au cœur de son institut de recherche de Giheung.

La leçon de l'iPhone 17

Si Samsung sourit aujourd'hui, c'est parce qu'il revient de loin. Sur cette génération 17, le coréen a sécurisé environ 75% de la production totale des dalles. Un chiffre colossal qui s'explique par l'incapacité de BOE à satisfaire les exigences de qualité d'Apple. Le fabricant chinois, qui espérait bousculer la hiérarchie, a vu ses commandes fondre



comme neige au soleil, obligeant Apple à se tourner en urgence vers son partenaire historique.

Seul LG Display parvient à exister dans l'ombre du leader, conservant environ un quart du volume, notamment sur les modèles Pro. Cette répartition rappelle celle de l'iPhone 15, où Samsung avait déjà dû

épouger les retards de ses rivaux pour assurer le lancement.

Une équipe pour ne plus jamais être surpris

Mais la « A Team » n'a pas été créée pour gérer le présent. Sa mission est d'empêcher qu'un scénario à la « iPad Pro » ne se reproduise. Souvenez-vous :

LG avait réussi l'exploit de souffler le marché des tablettes OLED à Samsung grâce à sa maîtrise de la technologie « tandem ». Une humiliation que le leader mondial des écrans a juré de ne plus subir.

Cette nouvelle unité travaille donc d'arrache-pied sur les prochaines étapes critiques : l'OLED pour les MacBook, prévu autour de 2027, et surtout des panneaux plus économes grâce à la technologie HMO (High Mobility Oxide).

L'autre dossier brûlant sur le bureau de cette équipe d'élite, c'est l'iPhone pliable. Sur ce terrain, Samsung a pris une avance décisive en décrochant l'exclusivité de la fourniture des dalles. Apple a été séduit par les progrès réalisés sur la dissimulation du pli central, point noir des écrans flexibles. En verrouillant ce futur produit, Samsung s'achète une tranquillité relative pour les années à venir, prouvant qu'entre les deux géants, la guerre des écrans se termine souvent par une poignée de main pragmatique.

EN RAISON D'UN LOGICIEL DE COMMANDE VULNÉRABLE AUX RADIATIONS SOLAIRES

Airbus demande à ses clients d'«arrêter immédiatement les vols»

Cela fait suite à un incident survenu aux Etats-Unis, le 30 octobre, quand un appareil a soudainement piqué vers le bas sans intervention des pilotes. L'avionneur reconnaît que ces « recommandations entraîneront des perturbations opérationnelles pour les passagers et les clients ».

Vous pouvez partager un article en cliquant sur les icônes de partage en haut à droite de celui-ci.

La reproduction totale ou partielle d'un article, sans l'autorisation écrite et préalable du Monde, est strictement interdite.

Pour plus d'informations, consultez nos conditions générales de vente. Quelque 6 000 avions A320 d'Aibus doivent remplacer en urgence un logiciel de commande vulnérable aux radiations solaires après un « événement » aux Etats-Unis sur un appareil de la compagnie JetBlue à la fin d'octobre, a déclaré à l'Agence France-Presse (AFP) un porte-parole de l'avionneur.

Airbus a notifié vendredi à l'ensem-

ble de ses clients utilisant ce logiciel d'« arrêter immédiatement les vols » après l'analyse de cet incident technique qui a « révélé que des radiations solaires intenses pourraient corrompre des données essentielles au fonctionnement des commandes de vol ».

Pour la plupart des avions, le changement de logiciel avec sa version précédente prendra « quelques heures ». Mais pour quelque 1 000 avions cela impliquera le changement du matériel informatique « ce qui prendra des semaines », a expliqué à l'AFP une source proche du dossier. Il s'agit d'un calculateur ELAC de gouverne de profondeur/aileron, fabriqué par Thales.

« Perturbations opérationnelles »

« Airbus reconnaît que ces recommandations entraîneront des perturbations opérationnelles pour les passagers et les clients. Nous présentons nos excuses pour les désagréments causés et travaille-



rons en étroite collaboration avec les opérateurs, tout en maintenant la sécurité comme notre priorité absolue et primordiale », écrit l'avionneur européen.

Le 30 octobre, un Airbus A320 de JetBlue a connu un problème de contrôle en vol à cause d'un dysfonctionnement informatique. L'incident s'est produit en phase de croisière entre Cancun (Mexique) et Newark

(Etats-Unis) lorsque l'appareil a soudainement piqué vers le bas sans intervention des pilotes. Les pilotes ont amorcé la phase de descente, puis posé l'avion à Tampa, en Floride. Les pompiers de Tampa avaient fait état auprès des médias américains de blessés parmi les passagers. American Airlines, la compagnie qui dispose de la plus grande flotte d'A320 dans le monde, a déclaré

qu'environ 340 de ses 480 appareils auraient besoin d'un changement de logiciel. Elle a précisé que l'ensemble de ces réparations devraient être terminées d'ici à samedi, chaque intervention nécessitant environ deux heures.

D'autres compagnies aériennes ont déclaré qu'elles immobiliseraient brièvement leurs avions pour effectuer les réparations, notamment la compagnie allemande Lufthansa, la compagnie indienne IndiGo et la compagnie britannique easyJet. Air France a indiqué qu'elle annulait déjà 35 vols dès vendredi soir dans toute la France.

L'Airbus A320, entré en exploitation en 1988, est l'avion le plus vendu au monde.

En septembre il a détrôné le monocouloir 737 du constructeur américain Boeing, dont le premier exemplaire a été livré en 1968. A la fin de septembre, Airbus avait livré 12 257 exemplaires de son A320 (versions d'affaires incluses) contre 12 254 exemplaires du 737.

Dès 2026, TikTok vous laissera filtrer le contenu IA



Vous en avez soupé des vidéos sans âme générées par IA ? TikTok vous a entendu et s'apprête enfin à vous redonner les clés du camion. Dès 2026, une nouvelle option permettra de faire le tri dans votre fil « Pour Toi ». L'intelligence artificielle, cette formidable machine à créer du contenu à la chaîne, commence sérieusement à lasser. Sur TikTok, le royaume de l'instantané, le « faux » prend une place démesurée, et les utilisateurs s'impatientent. La plateforme, sentant le vent tourner, sort de sa manche une nouvelle fonctionnalité : un interrupteur pour, soi-disant, moduler la présence de l'IA dans nos vies numériques.

Un contrôle en trompe-l'œil ?

Ne nous y trompons pas : TikTok ne compte

pas bannir l'intelligence artificielle, bien trop utile pour ses propres rouages. La plateforme se contente de nous offrir une manette, bien cachée dans les méandres des paramètres. L'idée est de nous laisser choisir entre « un peu moins » ou « un peu plus » de contenu estampillé IA.

Une option qui sonne comme un placebo, une manière polie de nous dire que nous avons le pouvoir, alors que l'algorithme reste seul maître à bord.

Cette démarche, présentée comme une écoute attentive des utilisateurs, peine à masquer une réalité plus pragmatique.

Le « AI slop », ce déluge de vidéos insipides et répétitives générées par des intelligences artificielles peu inspirées, menace l'engagement. En nous donnant l'illusion du choix, TikTok es-

père surtout éviter que nous ne désertions, fatigués de ce brouhaha numérique. L'étiquetage automatique, présenté comme un gage de transparence, ne suffira sans doute pas à endiguer le flot.

Un pas en avant, deux algorithmes en arrière ?

Alors, que penser de cette main tendue ? C'est un début, certes. Reconnaître que tout le monde n'est pas friand d'un univers entièrement synthétique est déjà un progrès. D'autres, comme Pinterest, ont déjà dû faire le ménage pour ne pas voir leur plateforme se transformer en galerie d'art fantôme. TikTok, avec son fonds pour l'éducation à l'IA, joue la carte du bon élève.

Le premier SUV de Porsche serait-il en train de devenir un collector ?

Il n'y a pas que les 911 et les 356 qui ont le droit à des restaurations complètes, un autre type de Porsche est en train de monter en puissance. En voici l'exemple, avec ce Porsche Cayenne de la toute première génération qui recèle une configuration très rare et qui vient d'être remis à neuf et personnalisé par le département spécifique de la marque.

Il n'y a pas que les sportives et les limousines qui ont le droit de citer dans les restaurations d'anciennes chics. Les SUV ont aussi un intérêt. Land Rover l'a bien compris en ouvrant le bal dès 2017 avec ses 10 Range Rover Reborn. Des modèles d'époque intégralement rénovés de sorte qu'ils deviennent plus neufs qu'à leur sortie d'usine quasiment 50 ans plus tôt. Il faut avouer que la manne est très lucrative puisque les SUV de luxe certes 100% authentiques et authentifiés furent chacun facturés 135 000 £ soit l'équivalent de 150 000 €. Autrement dit plus cher qu'un Range Rover contemporain fraîchement assemblé.

Un rare Porsche Cayenne GTS avec une boîte manuelle

Sans aller aussi loin dans la démarche puisqu'il ne s'agit que d'un véhicule unique pour le compte de son propriétaire, Porsche vient lui aussi de se lancer dans l'aventure avec la restauration d'un Cayenne de première génération (code interne E1) datant 2009. La marque de Stuttgart a oeuvré sur une rare version GTS bénéficiant d'une boîte de vitesses manuelle. L'engin totalisant 85 000 km au compteur a vu sa mécanique refaite à



neuf. Tandis que la carrosserie a été repeinte en Blackolive, une teinte personnalisée contrastant avec le noir mat appliqué au niveau des bas de caisse. Son propriétaire américain, Phillip Sarofim, a voulu donner à son SUV un style inspiré par les années 1970 – à la manière du Ranger Rover dont nous vous parlions plus haut ? – c'est pourquoi l'intérieur entièrement rénové de son Cayenne revêt une sellerie en cuir vert anglais sur mesure, ornée du célèbre motif Pasha noir et olive immédia-

tement reconnaissable, qui se prolonge même dans la boîte à gants. Par ailleurs, ce Cayenne d'origine arbore désormais des inserts en aluminium brossé clair sur les panneaux de porte.

La personnalisation : une tradition chez Porsche dès l'époque de la 356

Comme bon nombre de marques de luxe, Porsche a diversifié ses sources de revenus en investissant massivement dans un programme de personnalisa-

tion. La division Sonderwunsch (commandes spéciales) remonte à 1978, date à laquelle elle ne prenait en charge que les véhicules neufs.

Depuis, elle offre également ses services aux véhicules d'occasion. Trois types de travaux sont au programme : les commandes d'usine, les remises en état en usine et la création de modèles uniques. La commande en usine se destine aux véhicules neufs dont le client à souhaiter des couleurs et des options de finition spéciales.

Ce service est en réalité antérieur à la création de la division en 1978 (qui fut rebaptisée Porsche Exclusive en 1986), car l'usine de Zuffenhausen répondait déjà à des demandes spéciales depuis l'époque de la 356 qui pour mémoire fut au catalogue de 1948 à 1965. Ces trois programmes se sont principalement concentrés sur des voitures de sport comme la 911, mais ce Cayenne représente une ouverture bienvenue pour la marque dont la situation financière n'est plus vraiment au beau fixe. Ce Cayenne GTS remis à neuf a été présenté au public lors du cinquième festival Icons of Porsche à Dubaï. Le SUV a partagé la vedette avec une Panamera bicolore également personnalisée par Sonderwunsch

ZEEKR 001 SPORT EDITION

Pourquoi choisir entre luxe et performance ?

Avec la 001 Sport Edition, Zeekr sublime la performance électrique : puissance, raffinement et silence s'y confondent dans une nouvelle définition du luxe pour ceux qui en veulent plus. Dans un monde où la vitesse s'exprime trop souvent en décibels, Zeekr choisit une autre voie : celle du silence maîtrisé, du mouvement fluide et du luxe sans ostentation. La 001 Sport Edition en est la démonstration éclatante. Pas une déclinaison de plus, mais une interprétation : celle d'une puissance maîtrisée, d'une élégance sans exubérance, et d'un raffinement qui s'exprime dans le moindre détail.

La forme sublime la fonction

Sous sa carrosserie longiligne, la Sport Edition réinvente la sculpture automobile. Les lignes s'affûtent, les surfaces se tendent, et chaque élément raconte une intention : efficacité, équilibre, précision. Les jantes forgées de 22 pouces, noires satinées, traduisent cette volonté de pureté technique ; le becquet arrière et les coques de rétroviseurs en fibre de carbone prolongent cette écriture aérodynamique. Même les étriers de frein orange deviennent une signature : celle d'une énergie prête à se libérer, mais jamais dans la brutalité. Trois teintes incarnent cette assurance — Speed Orange, Phantom Black et Tech Grey —, comme au-



tant de nuances de caractère au service d'une même ambition. À bord, la continuité s'impose : les matériaux, les volumes, la lumière. Zeekr ne compose pas un habitacle, il sculpte une atmosphère. Le cuir et l'alcantara se mêlent en dégradés subtils ; le gris et le noir dialoguent avec l'orange ; les sièges, ventilés et massants, s'ajustent au corps comme une main qui comprend sans contraindre. Devant le conducteur, l'affichage tête haute projette les informations dans le champ de vision, tandis que l'assistant vocal dopé à l'intelligence artificielle devine les commandes avant qu'elles ne soient formulées. Ici, la technologie s'efface pour mieux servir l'attention et conserver le regard sur la route pour faire corps avec la trajectoire.

La performance en silence

Sous la peau de cette 001 Sport Edition, la plateforme SEA (Sustainable Experience Architecture) agit comme une ossature intelligente. Deux moteurs électriques, un par essieu, délivrent ensemble 544 ch et 686 Nm de couple : une architecture intégrale, d'une réactivité presque animale. Le 0-100 km/h ? 3,8 secondes. La vitesse de pointe ? 200 km/h. Et pourtant, rien n'est démonstratif. L'accélération se vit comme une impulsion maîtrisée : un glissement net, un souffle sans à-coup. Avec sa suspension pneu-

matique active, son amortissement piloté et ses essieux conçus pour l'efficacité, la 001 Sport Edition module en permanence son comportement. Agile et posée, elle compose sa propre partition entre rigueur et douceur. Sur la route, chaque mètre raconte une relation nouvelle entre puissance et sérénité. Les changements d'appui s'enchaînent avec une limpidité empreinte de sérénité ; la direction, précise, semble lire la chaussée avant les roues. Le mode Sport resserre les muscles, tend les réflexes, fait respirer le châssis : l'instant se densifie sans jamais se durcir. Cette Zeekr ne cherche pas à impressionner, mais à convaincre — et elle y parvient par la grâce du contrôle absolu. L'efficacité, ici, ne se mesure pas qu'en secondes ou en watts, mais aussi en silence. Avec une autonomie de 585 km WLTP et une recharge de 10 à 80 % en trente minutes grâce à une puissance de 200 kW, la 001 Sport Edition conjugue les deux versants du luxe moderne : la liberté et le temps. Car la performance ne vaut que si elle s'accompagne de paix. Zeekr vous invite à découvrir la puissance de la mobilité des véhicules électriques grâce à un mélange de luxe et de performance. La 001 Sport Edition vous enjoint à dépasser la dimension technique pour goûter à l'émotion de la performance électrique. Disponible dès à présent à partir de 73 990 €.

Mots fléchés

[illegible]

ACCIDENTS DE LA ROUTE

9 morts et 214 blessés en 24 heures

Neuf (9) personnes ont trouvé la mort et 214 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique dimanche un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Béchar (2 décès et 3 blessés) et Adrar (2 décès et 2 blessés), précise la source. Par ailleurs, 5 personnes sont décédées intoxiquées par le gaz monoxyde de carbone dans les wilayas de Tipaza et Djelfa, alors des soins de première urgence ont été prodigués à 54 personnes incommodées par le même gaz émanant des appareils de chauffage et chauffe eau à l'intérieur de leur habitation à travers plusieurs wilayas de territoire national.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Lundi 1^{er} décembre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

PRÉSIDENTENCE

Tebboune préside une réunion du Conseil des ministres

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, en ce moment, une réunion du Conseil des ministres", lit-on dans le communiqué.

COOPÉRATION

Le Commandant des Forces Terrestres reçoit l'ambassadeur de Chine en Algérie

Le général de Corps d'Armée Mostefa Smaali, Commandant des Forces Terrestres, a reçu, dimanche à Alger, l'Ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, Dong Guangli, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la consolidation des relations de coopération militaire algéro-chinoises, Monsieur le Général de Corps d'Armée, Mostefa Smaali, Commandant des Forces Terrestres, a reçu en audience, aujourd'hui dimanche 30 novembre 2025, Son excellence Monsieur Dong Guangli, Ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, au niveau du siège du Commandement des Forces Terrestres, accompagné de l'Attaché de Défense auprès de l'Ambassade de Chine en Algérie", précise le communiqué. Cette rencontre s'est axée sur "l'échange de points de vue sur les questions d'intérêt commun, notamment la consolidation des relations et des liens de coopération dans les domaines militaires des deux pays". La rencontre a pris fin par "la signature du livre d'or du Commandement des Forces Terrestres, et l'change de présents symboliques entre les deux parties", souligne le communiqué du MDN.

LE MINISTRE D'ÉTAT, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, L'A SOULIGNÉ À ALGER :

«L'Afrique a le droit de réclamer la reconnaissance des crimes coloniaux»

Synthèse R N

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a souligné, dimanche à Alger, que l'Afrique avait le droit de réclamer la reconnaissance "officielle et explicite" des crimes commis contre ses peuples durant la période coloniale. Dans son allocution à l'ouverture de la Conférence internationale sur les crimes coloniaux en Afrique, qui se tient au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, M. Attaf a déclaré: "Partant de l'expérience amère de l'Algérie contre la colonisation française, elle s'identifie totalement aux buts fondamentaux définis par l'Union africaine (UA) pour cette initiative de l'établissement de la justice historique". "L'Afrique a le droit, tout le droit, de réclamer la reconnaissance officielle et explicite des crimes commis contre ses peuples durant la période coloniale", a-t-il soutenu, estimant que "la reconnaissance est la moindre des choses et le minimum que l'on puisse faire dans un premier pas indispensable pour préparer la voie au traitement des séquelles de cette période coloniale, dont les Etats et les peuples africains continuent encore de payer un lourd tribut du fait de l'exclusion, de la marginalisation et du sous-développement subis". L'Afrique, a indiqué M. Attaf, "a le droit, tout le droit, de réclamer la criminalisation juridique internationale, sans équivoque, ni ambiguïté, du colonialisme, car celui-ci, comme l'a qualifié le militant, le penseur et l'écrivain algérien Frantz Fanon, n'est pas une machine à penser, ou un corps doué de raison, il est surtout une violence à l'état naturel". Et d'ajouter: "Tout comme la communauté internationale qui a criminalisé, par le passé, l'esclavage et les pratiques assimilées, ainsi que la ségrégation raciale, il est temps aujourd'hui

de criminaliser le colonialisme lui-même, au lieu de criminaliser certaines de ses pratiques et de ses séquelles". Il a, par ailleurs, affirmé que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait eu tout le mérite de proposer l'initiative d'organiser la Conférence internationale sur les crimes coloniaux en Afrique. Dans son allocution à l'ouverture de cette conférence, M. Attaf a transmis les salutations du président de la République aux participants à cet événement majeur, placé sous son Haut-patronage, et organisé en étroite coordination avec la Commission de l'Union africaine (CUA). Le ministre d'Etat a souligné que le président de la République avait eu tout le mérite de proposer l'organisation de cette conférence internationale lors du dernier Sommet ordinaire de l'Union africaine (UA), tenu au début de l'année en cours, une initiative qui, a-t-il précisé, «a été saluée et plébiscitée à l'unanimité par ses frères africains».

Les Africains doivent unir leurs rangs

Le Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité à l'Union africaine (UA), Bankole Adeoye, a assuré, pour sa part, que les Africains devaient unir leurs rangs dans leur démarche visant à criminaliser le colonialisme. "Il faut renforcer l'unité des pays africains et impliquer la diaspora africaine" pour criminaliser le colonialisme, a-t-il dit lors de son intervention à l'ouverture de cette Conférence internationale. L'intervenant a défendu, plus généralement, "une position africaine commune" pour protéger les richesses, mais aussi le patrimoine culturel des pays du continent. "Il est important de promouvoir les transformations en cours dans le continent pour une Afrique plus forte", a-t-il soutenu. Bankole a également encouragé l'implication des peuples de la région des Caraïbes dans la quête de la

justice promue par l'UA, ces peuples ayant subi dans leur grande majorité l'esclavage et la colonisation. Il a tenu à remercier, à cette occasion, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour avoir proposé la tenue de cette conférence historique qui représente, a-t-il dit, une opportunité pour l'UA afin de réaffirmer sa position en faveur de la justice et pour la criminalisation du colonialisme. Il a insisté sur le fait que l'UA continuera à défendre l'intégrité territoriale des Etats et à militer pour restaurer la vérité historique sur le fait que le colonialisme représente un crime contre l'humanité. La priorité, note le conférencier, est de faire en sorte que les crimes coloniaux, la déportation subie par les populations africaines et l'esclavage soient reconnus comme des crimes contre l'humanité et que justice soit faite au profit des victimes et de leurs descendants. De son côté, Eric Phillips qui représente la région des Caraïbes, a tenu à rappeler que les Caraïbes figurent parmi les régions ayant le plus subi le phénomène du colonialisme et les crimes coloniaux, à la fois de la part de la France, des Etats-Unis et de la Grande Bretagne. Il a assuré que les colonisateurs devaient reconnaître leurs crimes, estimant que les pays de la région devraient bénéficier d'un transfert de technologie et d'un effacement de dettes en guise de compensation. Le conférencier n'a pas hésité à comparer l'esclavage subi par les peuples africains à la "bombe nucléaire", affirmant que ce crime représentait même "la première bombe nucléaire de l'histoire". Il a exprimé sa satisfaction quant à la tenue à Alger de la Conférence internationale sur les crimes du colonialisme en Afrique, considérant qu'il s'agissait d'une opportunité pour unir les voix des pays ayant subi le colonialisme pour s'exprimer d'une même voix.

RÉPARATION DES CRIMES COLONIAUX EN AFRIQUE

Nécessité d'une démarche commune

Le ministre angolais des Relations extérieures, M. Antonio Tété, a appelé, dimanche à Alger, les pays africains à adopter une démarche commune concernant les impacts des systèmes coloniaux en vue de mieux réclamer des réparations pour les injustices séculaires commises. "Les pays africains doivent mettre en place une base et une plateforme concernant les réparations qui doivent être corrigées par les anciennes puissances colonisatrices", a plaidé M. Tété, dans son intervention lors de la Conférence internationale sur les crimes du colonialisme en

Afrique qui se tient au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal. Il a souligné, dans ce contexte, que la confection des programmes scolaires communs, la célébration de la diversité culturelle, la mise en place des politiques de développement et le renforcement des liens avec les diasporas sont de nature à accélérer l'aboutissement de cet objectif. Il a relevé que l'objectif ultime de cette démarche ne doit pas être seulement la récupération de ce qui a été perdu, mais aussi de construire un avenir commun. Le ministre angolais a insisté aussi sur

l'importance de faire participer d'autres pays dans d'autres continents pour mieux plaider l'impératif pour les pays colonisateurs de réparer leurs injustices. Il a indiqué, à cet égard, que la démarche de l'UA de contacter les pays des Caraïbes, lors du second sommet africain sur le climat qui s'est tenu en septembre dernier à Addis-Abeba, s'inscrit dans cette optique, affirmant que les pays des Caraïbes ont adhéré "pleinement" à la démarche africaine. Selon le ministre angolais dont le pays assure la présidence tournante de l'Union africaine, la communauté inter-

nationale doit penser aussi à l'urgence de mettre en place un Fonds mondial qui sera dédié à la réparation des injustices et des dommages causés par le colonialisme. Se félicitant, par ailleurs, de la convergence de vues au sein des pays africains, il a estimé que l'unanimité existant en Afrique concernant la défense des droits des peuples à l'autodétermination et la lutte contre toutes les forces de la discrimination et la traite humaine sont de nature à faire avancer le processus en vue d'en finir avec le colonialisme.